

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 11 juin 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°654 ■

GRÂCE À L'EFFICACITÉ DE SON
SYSTÈME DE DÉFENSE ET AU
RÔLE CENTRAL DE SA
DIPLOMATIE ACTIVE

« Notre pays sera en
mesure de relever
tous les défis,
internes et externes »

P 16

APPROVISIONNEMENT
ET STABILITÉ DU MARCHÉ

L'Etat adopte une stratégie intégrée

Le ministère du Commerce déploie une stratégie proactive, combinant mobilisation massive, digitalisation et contrôle renforcé, pour assurer la stabilité du marché algérien durant les périodes clés (fêtes religieuses, saison estivale...), où la demande augmente significativement. S'appuyant sur une approche anticipative et structurée, le ministère vise à répondre efficacement aux besoins des citoyens. P 3



MOHAMED ARKAB
RECOIT SON PDG
SAMAILA ZUBAIRU, À
ALGER

**L'AFC prête à
financer des projets
énergétiques
algériens**

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège de son département ministériel, le président-directeur général de l'African Finance Corporation (AFC), M. Samaila Zubairu, a indiqué le ministère dans un communiqué.

P 2

AVEC UNE MOYENNE DE
434 000 BARILS/ JOUR
DEPUIS LE DÉBUT DE 2025

**Légère hausse
des exportations
algériennes
de pétrole**



Au cours des cinq premiers mois de cette année, la moyenne des exportations algériennes de pétrole brut transporté par voie maritime a atteint 434 000 barils par jour, contre 412 000 barils par jour durant la même période en 2024.

P 5

PLUSIEURS PROJETS
D'INTERCONNEXION
ENTRE BARRAGES LANCÉS
**L'hydrosolidarité
pour pallier le
stress hydrique**

Face à un stress hydrique de plus en plus marqué, l'Algérie déploie une stratégie ambitieuse fondée sur le principe d'hydrosolidarité : une répartition équitable des ressources en eau, rendue possible par un vaste réseau national de transferts inter-barrages.

P 3

ONA

**Près de 800 interventions
effectuées durant les jours
de l'Aïd El-Adha** P 2

AAPI

**Réorientation du foncier
au profit de porteurs de
projets prêts à démarrer** P 4

DANS SON DERNIER RAPPORT

**La BM prévoit une
croissance mondiale de
2,3% pour 2025** P 16

UNIVERSITÉ BELHADJ
BOUCHAIB D'AÏN
TEMOUCHENT -
UNIVERSITÉ DE HOUSTON

Signature d'un
accord de
coopération
scientifique

L'Université Belhadj Bouchaib d'Aïn Temouchent a conclu un accord de coopération scientifique et académique avec l'Université de Houston, USA, a-t-on annoncé, mardi à l'Université d'Aïn Temouchent. Cet accord, qui a été signé récemment à distance, vise à promouvoir des projets de recherche scientifique conjoints, à soutenir les échanges académiques des étudiants et des professeurs et à développer des programmes de formation spécialisés, en plus d'organiser des rencontres et des conférences scientifiques bilatérales, a souligné le recteur de l'Université d'Aïn Temouchent, M. Abdelkader Ziadi. Cet accord traduit la volonté des deux universités de construire un partenariat académique à long terme basé sur l'ouverture aux expériences liées au domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a expliqué le même responsable. A travers ce partenariat, l'Université d'Aïn Temouchent œuvre à renforcer sa position d'acteur académique international et aspire à élargir l'horizon de coopération avec les établissements d'enseignement supérieur au bénéfice des étudiants et des chercheurs, selon M. Ziadi.

MOHAMED ARKAB REÇOIT SON PDG SAMAILA ZUBAIRU, À ALGER
L'AFC prête à financer des projets
énergétiques algériens

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège de son département ministériel, le président-directeur général de l'African Finance Corporation (AFC), M. Samaila Zubairu, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Par Sirine R.

Cette rencontre s'est déroulée en présence de Mme Karima Tafer, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des Mines, du secrétaire d'État chargé des Énergies Renouvelables, ainsi que de cadres du ministère, de Sonatrach et de Sonarem. Selon la même source, les échanges ont porté sur les moyens de renforcer l'appui de l'AFC aux projets énergétiques et miniers en Algérie, en particulier ceux développés par l'Algérie à l'échelle continentale. Les deux parties ont également exploré les opportunités d'investissement et le développement de partenariats dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment la pétrochimie, les énergies renouvelables et les projets d'interconnexion électrique régionale et africaine. Les possibilités de coopération dans les nouvelles énergies et les projets miniers ont également été examinées. À cette occasion,

Arkab a présenté un exposé détaillé sur les grandes lignes du programme national de développement des secteurs de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables. Il a mis en avant les importantes ressources dont dispose l'Algérie et son rôle clé dans la consolidation de la sécurité énergétique régionale et continentale, en soutenant les objectifs de développement durable et de sécurité énergétique du continent africain. De son côté, M. Zubairu a exprimé l'intérêt marqué de l'African Finance Corporation pour les projets énergétiques et miniers algériens. Il a également affirmé la volonté de son institution de contribuer à la diversification des sources de financement de l'économie algérienne et de promouvoir l'intégration économique du continent, notamment à travers un investissement stratégique au sein même de l'AFC. En somme, cette rencontre traduit la volonté commune de renforcer la coopération énergétique et

minière entre l'Algérie et ses partenaires africains, dans une dynamique de développement durable et de promotion de l'intégration régionale. Créée en 2007, l'African Finance Corporation est une institution financière multilatérale de premier plan, spécialisée dans le financement de projets d'infrastructure en Afrique. Sa mission : combler le déficit de financement des infrastructures et promouvoir une croissance économique durable sur le continent. L'AFC offre des solutions de financement innovantes, développe des projets et fournit une expertise technique dans des secteurs essentiels tels que l'énergie, les transports, les télécommunications et les ressources naturelles. Son actionnariat comprend aujourd'hui 40 États africains et deux institutions financières internationales, et l'organisation bénéficie d'une solide notation d'investissement attribuée par les principales agences de notation mondiales.

ONA

Près de 800 interventions effectuées durant les jours de l'Aïd El-Adha

Par R. E.

Les équipes de l'Office National de l'Assainissement (ONA) ont effectué 781 interventions à travers les différentes wilayas du pays durant les jours de l'Aïd El-Adha, afin d'assurer la continuité du service public d'assainissement et d'éviter toute perturbation au niveau des systèmes d'évacuation des eaux usées, a indiqué le Directeur général de l'Office, Abdelkader Ziouche. Dans une déclaration à l'APS, M. Ziouche a précisé que ces interventions effectuées entre le 6 et le 8 juin, ont concerné notamment l'assainissement et le nettoyage de 1410 regards de visite et 323 avaloirs, ainsi que l'assainissement de 28944 mètres linéaires de réseaux. Il a également été procédé à l'aspiration

de 2780 m3 d'eaux usées et à l'enlèvement de 119 m3 de déchets, selon le responsable, qui a souligné que ces opérations ont été menées grâce à la mobilisation d'importants moyens humains et matériels pour garantir la propreté et la salubrité de l'environnement durant cette occasion religieuse qui entraîne, habituellement, une forte pression sur les infrastructures d'assainissement. Dans ce contexte, le DG a affirmé que le plan spécial Aïd El-Adha, exécuté parallèlement aux dispositions relatives à la saison estivale, a permis une "maîtrise efficace" des réseaux d'assainissement, grâce à l'activation d'un système de permanence au niveau central et local. En outre, les équipes déployées sur le terrain ont été renforcées avec des moyens et équipements supplémentaires, et des équipes hydro-

mécaniques ont été dépêchées vers les wilayas du Sud, tout en assurant une coordination permanente avec les différentes structures relevant du secteur de l'hydraulique pour faciliter les opérations d'intervention rapide. L'ONA gère un vaste réseau de stations d'épuration et de relevage à travers l'ensemble du territoire national, comprenant 183 stations d'épuration des eaux usées réparties sur 54 wilayas, et 616 stations de relevage. Le réseau d'assainissement de l'Office couvre 70.625 km de canalisations à travers 1169 communes, tandis que 51 stations d'épuration contribuent à la protection de l'environnement marin et des plages au niveau de 90 communes côtières, et 25 autres stations assurent la protection des barrages contre la pollution.

ALGER

Arrestation de 14 individus activant au sein de réseaux
criminels de trafic de drogue

Les services opérationnels de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation de 14 individus activant au sein de réseaux criminels organisés impliqués dans le trafic illicite de drogue et de comprimés psychotropes, avec saisie de 9,5 kg de kif traité et plus de 8 000 comprimés psychotropes, a indiqué mardi un communiqué des mêmes services. Les brigades de la police judiciaire de la 3e

circonscription de la police judiciaire et les services de la Sûreté des circonscriptions de Sidi M'Hamed et de Draria ont arrêté, dans des opérations distinctes, "14 personnes activant au sein de réseaux criminels organisés spécialisés dans le trafic illicite de drogue et de comprimés psychotropes, avec saisie de 9,5 kg de drogues (kif traité) et 8 243 comprimés psychotropes", précise la même source. Ces opérations ont été

menées suite à "l'exploitation d'informations sécuritaires faisant état d'un trafic de drogue et de comprimés psychotropes dans plusieurs quartiers de la capitale". Des investigations approfondies ont été engagées ayant conduit à l'identification des suspects et à leur arrestation", ajoute la même source. "9,5 kilogrammes de kif traité, 8 243 comprimés psychotropes de différents types, un montant d'un milliard trois

cent soixante-deux millions et cent mille centimes de revenus du trafic, six véhicules touristiques et utilitaires, ainsi que des armes blanches prohibées de différents types et tailles ont été saisis", selon la même source. "Après achèvement de toutes les procédures judiciaires, les mis en causes ont été présentés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes", selon le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

APPROVISIONNEMENT ET STABILITÉ DU MARCHÉ

L’Etat adopte une stratégie intégrée

Le ministère du Commerce déploie une stratégie proactive, combinant mobilisation massive, digitalisation et contrôle renforcé, pour assurer la stabilité du marché algérien durant les périodes clés (fêtes religieuses, saison estivale...), où la demande augmente significativement. S'appuyant sur une approche anticipative et structurée, le ministère vise à répondre efficacement aux besoins des citoyens.

Par Mourad A.

Intervenant sur la « Chaîne I » de la radio nationale, Ahmed Mokrani, directeur de la régulation des marchés a souligné : « Aujourd’hui, nous maîtrisons les opérations de ravitaillement sur l’ensemble du territoire national. Nous avons tiré les leçons des années passées pour mettre en place une réponse anticipative et structurée aux besoins des citoyens». Cette stratégie s'est concrétisée durant l'Aïd el-Adha par le déploiement d'un dispositif de permanence commercial d'une ampleur inédite. Au total, 55 682 commerçants ont été mobilisés, incluant 677 boulangeries, 30 727 opérateurs en produits alimentaires et fruits et légumes, ainsi que 17 600 professionnels d'autres activités et services. La continuité de la production a été assurée par 547 unités essentielles, dont 157 laiteries, 343 minoteries et 47 unités d'eau minérale. Cette mobilisation a atteint un taux d'engagement exceptionnel, dépassant les 99,95 %. Mokrani a salué cet engagement des commerçants et la réactivité des équipes de contrôle, relevant à peine une soixantaine

de cas de non-respect sur les trois jours de l'Aïd. En prévision de la saison estivale et de l'afflux massif de vacanciers après le 15 juillet et les examens du baccalauréat, un plan d'action renforcé a été mis en œuvre dans les 14 wilayas côtières. Ce dispositif prévoit le renforcement des capacités de production locales, des transferts inter-wilayas pour combler d'éventuels déficits, et une surveillance ciblée des zones touristiques, incluant plages, hôtels et commerces. La digitalisation constitue un axe central de cette régulation, favorisant la transparence et la réactivité. L'ensemble des activités, de la production à la distribution, est désormais suivi en temps réel, en coordination avec les ministères de l'Agriculture et de l'Industrie, et sous l'égide de l'Autorité nationale de la numérisation. L'application "Mourafik-com" incarne ce virage technologique, permettant aux citoyens de localiser les commerçants de permanence, de rechercher des services ou produits spécifiques et de signaler tout manquement. Cette application a déjà prouvé son efficacité, enregistrant plus de 50 000 utilisateurs

durant les trois jours de l'Aïd et comptant 2 800 commerçants enregistrés. Parallèlement, la campagne "Un été sans intoxications", lancée le 1er juin dans toutes les wilayas, vise à faire respecter scrupuleusement les normes de transport, de stockage et d'exposition des denrées périssables, un point d'autant plus crucial en période de fortes chaleurs. Comme l'a rappelé Ahmed Mokrani: « Le risque d'intoxication alimentaire augmente en été. Nous mettons tout en œuvre pour garantir la sécurité des consommateurs ». Le ministère maintient une vigilance particulière sur les prix des produits sensibles. Ahmed Mokrani a fermement dénoncé les hausses injustifiées des eaux minérales observées sur le littoral, déclarant : «Nous avons ouvert une enquête sur les marges appliquées. Un produit vendu 20 DA à la sortie d'usine ne doit pas se retrouver à 100 DA au détail. C'est inacceptable ». Une restructuration des grilles tarifaires est d'ailleurs en cours. De plus, la création de marchés de fruits saisonniers, comme celui de Boumerdès, a permis de réduire les intermédiaires et

d'écouler jusqu'à 50 % des récoltes directement aux consommateurs. Le ministère soutient également la production nationale de climatiseurs et de réfrigérateurs, en assurant le suivi de l'offre et la conformité énergétique des appareils mis sur le marché. « Aujourd’hui, l’industrie nationale est en capacité de couvrir la demande. Nous veillons aussi à la conformité énergétique des appareils mis en marché », a précisé le responsable. Enfin, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, des foires dédiées aux fournitures sont en préparation dans toutes les wilayas. Des concertations sont déjà en cours avec les importateurs et producteurs afin de garantir la disponibilité des articles à des prix accessibles. À travers l'ensemble de ce plan, le ministère du Commerce vise à instaurer un climat de confiance, de transparence et de responsabilité partagée, en intégrant pleinement le citoyen dans ce processus de régulation. « Le citoyen est désormais un acteur de la régulation. Grâce à l'outil numérique, il peut alerter, signaler, contribuer », a-t-il conclu.

PLUSIEURS PROJETS D’INTERCONNEXION ENTRE BARRAGES LANCÉS

L’hydrosolidarité pour pallier le stress hydrique

Par M.A.

Face à un stress hydrique de plus en plus marqué, l'Algérie déploie une stratégie ambitieuse fondée sur le principe d'hydrosolidarité : une répartition équitable des ressources en eau, rendue possible par un vaste réseau national de transferts inter-barrages. Alors que certaines régions du pays disposent de barrages remplis à 100 %, d'autres continuent de faire face à un déficit hydrique. Pour y remédier, l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) mise sur l'interconnexion des infrastructures et sur le transfert direct des eaux des zones excédentaires vers les régions déficitaires. Cette politique, inspirée par les orientations stratégiques du président de la République, vise à instaurer une équité hydrique à l'échelle nationale. « La solidarité entre les territoires est au cœur de notre action », a af-

firmé Abdelatif Aziralors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. « C'est pourquoi nous avons développé un maillage de transferts d'eau d'un barrage à un autre, d'une région à une autre. Certains projets sont déjà en exploitation, d'autres en cours de réalisation ou en phase d'étude », a-t-il ajouté. Parmi les projets emblématiques, la station de transfert de Béni Haroun, dans l'est du pays, fait figure de référence. Ce dispositif, qualifié par M. Azira de "prototype unique au monde", peut transférer jusqu'à un million de mètres cubes d'eau par jour. Il alimente actuellement six à sept wilayas, et son extension devrait desservir des localités supplémentaires, telles que Biskra et M'Sila. Autre projet stratégique : le transfert d'eau vers Béchar, destiné à renforcer la sécurité hydrique dans le sud du pays, où les ressources naturelles sont plus limitées. À travers cette dy-

namique, l'Algérie devient l'un des rares pays à mettre en œuvre une politique nationale de transferts Nord-Sud, une démarche peu courante, même en Europe, a souligné le responsable.

Transition énergétique et gestion intelligente des barrages

Au-delà de l'enjeu de la solidarité territoriale, la gestion des barrages en Algérie est en pleine mutation grâce à l'intégration des technologies intelligentes et des énergies renouvelables. « La gestion classique a montré ses limites. Aujourd'hui, nous devons évoluer vers des outils modernes, plus performants, plus durables », a déclaré M. Azira. Cette ambition se concrétise par le lancement de projets solaires photovoltaïques visant à alimenter en électricité les infrastructures hydrauliques. L'objectif est double : produire de l'électricité verte

pour l'autoconsommation et réduire l'évaporation de l'eau, un phénomène aggravé par le réchauffement climatique. En parallèle, l'ANBT a signé un protocole d'accord avec des partenaires chinois pour intégrer l'intelligence artificielle dans le suivi et la gestion des barrages. À cela s'ajoute un projet de drone bathymétrique, développé en partenariat avec un centre de recherche national, qui permettra de cartographier en temps réel les fonds des barrages afin d'anticiper l'envasement. « Notre objectif est clair : transformer la gestion de la ressource en eau en un modèle intelligent, efficace et préventif. Chaque goutte compte, chaque mètre cube est surveillé, analysé, rationalisé », a insisté le directeur général de l'ANBT. Conscient de la pression croissante sur les ressources hydriques, Abdelatif Azira a lancé un appel solennel à la population : « L'eau devient rare, pré-

cieuse, et sa mobilisation coûte très cher à l'État. Nous appelons tous les citoyens à en faire un usage raisonné, surtout à l'approche de l'été ». En parallèle, l'agence poursuit ses efforts pour valoriser les ressources associées aux barrages : aquaculture, pêche continentale, mais aussi réutilisation des sédiments dans l'agriculture ou l'industrie du ciment. Dans un pays fortement exposé aux effets du changement climatique et à une pluviométrie irrégulière, la politique de l'ANBT se veut à la fois pragmatique, innovante et solidaire. Elle place l'Algérie à l'avant-garde de la gestion de l'eau dans les zones arides. « Nous avons acquis un vrai savoir-faire dans la gestion hydrique en contexte difficile », a affirmé M. Azira. « Ce que nous faisons aujourd'hui en Algérie peut servir de modèle à d'autres pays confrontés aux mêmes défis », a-t-il conclu.

JUSTICE

L’importance de la numérisation soulignée

Par R E.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a mis en avant, hier, les efforts déployés par son département ministériel pour consacrer la numérisation, notamment à travers la "justice électronique", conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Répondant aux préoccupations des membres du Conseil de la nation concernant le texte de loi relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux compétences du tribunal des conflits, lors d'une plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil, le ministre a affirmé que son dé-

partement "a été le premier à avoir adopté la numérisation à grande échelle", soulignant à ce titre "ses efforts constants pour consacrer la justice électronique". La justice électronique constitue un "véritable acquis" qui s'inscrit dans le cadre de la politique judiciaire du président de la République, à travers l'adoption de la numérisation et la création d'un Haut commissariat chargé de la coordination entre tous les secteurs gouvernementaux, dans le but d'offrir des services de qualité aux citoyens", a précisé M. Boudjemaa. S'agissant des amendements introduits dans le texte de loi, M. Boudjemaa a précisé qu'ils permettent au tribunal des conflits de "statuer sur les cas de conflits de compé-

tence entre les juridictions de l'ordre judiciaire ordinaire et celles de l'ordre judiciaire administratif, et de rendre, à cet effet, des décisions désignant la juridiction compétente pour statuer sur le litige". Concernant les délais de saisine de ce tribunal, il a indiqué qu'"ils sont fixés à deux mois et n'ont pas été modifiés, tandis que les délais pour statuer sur les plaintes déposées à son niveau ont été fixés à six mois au maximum". Par ailleurs, et en réponse aux questions des membres du Conseil de la nation relatives au recours à la détention provisoire, le ministre a rappelé que cette mesure revêtait un caractère "exceptionnel", précisant que le taux de détention provisoire dans les établisse-

ments pénitentiaires s'élève actuellement à 5,13 % de l'ensemble de la population carcérale", un chiffre qu'il a qualifié d'"acceptable, comparé à d'autres pays et au volume des affaires traitées". Les membres du Conseil de la nation ont, de leur côté, salué l'ensemble des amendements apportés au texte de loi relatif au tribunal des conflits, soulignant "l'importance capitale" accordée par le président de la République, premier magistrat du pays, à la réforme du système judiciaire. Ils ont exprimé, en outre, l'espoir que l'élargissement des prérogatives de ce tribunal contribue à renforcer son efficacité et à garantir davantage les droits des justiciables.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Sept morts et 212 blessés en 24 heures

Sept (07) personnes sont décédées et 212 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique mardi un bilan de la Protection civile. Durant la même période, le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a effectué 226 interventions pour le sauvetage de 172 personnes et déploré le décès par noyade de trois (03) personnes à Alger, Oran et Boumerdes. A Alger, le corps sans vie d'un jeune homme de 28 ans a été repêché au niveau d'une plage interdite à la baignade, aux "Deux Moulins", commune de Bologhine, tandis qu'à Oran, le décès a été constaté sur un jeune homme de 22 ans au niveau de la plage autorisée à la baignade "Chati El Kabir", commune de Marsa El Hedjadj. Le 3ème cas de noyade concerne un (01) adolescent de 16 ans, survenu au niveau de la plage autorisée à la baignade "El Dalfine", commune et daïra de Boumerdes. S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 23 incendies, conclut la même source.

DIRECTIONS DE L'INDUSTRIE

Plus de 5.500 peaux de moutons collectées à Mascara et Tissemsilt

Plus de 5.500 peaux de moutons ont été collectées dans les wilayas de Mascara et Tissemsilt durant l'Aïd El-Adha, a-t-on appris, lundi, auprès des directions locales de l'industrie. Dans la wilaya de Mascara, 2.660 peaux ont été recueillies dans cinq centres d'enfouissement technique (CET) des déchets solides urbains. La direction de l'industrie, en collaboration avec les entreprises publiques de gestion des centres d'enfouissement et de propreté, de transport et de collecte des déchets "Propreté Mascara" a procédé à leur transfert vers l'entreprise publique "Algérienne des cuirs" à Aïn Temouchent, selon la même direction. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale à visée économique et environnementale lancée par le ministère de l'Industrie à l'occasion de l'Aïd El-Adha, rappelle-t-on. L'initiative a vu la participation des directions de l'industrie, de l'environnement, des deux entreprises

écologiques précitées, ainsi que des services des daïras et des communes. Dans le cadre de cette opération, l'entreprise publique de wilaya "Propreté Mascara" a mobilisé près de 1.000 agents de nettoyage et plus de 130 véhicules et engins de différentes tailles pour la collecte des peaux, selon son directeur, Sid-Ahmed Amer. Concernant la wilaya de Tissemsilt, plus de 2.910 peaux ont été collectées durant les deux premiers jours de l'Aïd, avec la participation de l'entreprise "Ouancharis Net" de propreté, de la direction de l'environnement, du centre d'enfouissement technique de Tissemsilt et des services communaux, selon le directeur de l'industrie de la wilaya, Hocine Chaker. Après le tri, environ 1.600 peaux ont été sélectionnées pour le tannage et la transformation, puis transférées vers l'entreprise "Algérienne des cuirs et dérivés" (unité de la wilaya de Djelfa), a souligné le responsable.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	pér	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,18	-0,58	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 420,00	1420,00	0,00	0,21	0,92	0,00	-	1050	1 491 000,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,48	4,30	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6446	14 825 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,50	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-3,87	2,03	-	0	0,00

AAPI

Réorientation du foncier au profit de porteurs de projets prêts à démarrer

L'Agence Algérienne de Promotion des Investissements (AAPI) porte à la connaissance de tous les investisseurs et porteurs de projets titulaires de décisions provisoires d'attribution de foncier relevant du domaine privé de l'État, destiné à la réalisation de projets d'investissement, et n'ayant pas encore finalisé les procédures d'enregistrement définitif de leurs projets conformément aux dispositions de la loi n° 22-18 relative à l'investissement que «l'Agence a entamé l'annulation de ces décisions et la réorientation des fonciers au profit de porteurs de projets prêts à démarrer concrètement la phase de réalisation». Cette démarche intervient après que l'Agence a épuisé toutes les voies de recours, malgré les relances répétées et les mises en demeure adressées aux investisseurs concernés, qui n'ont manifesté aucune réactivité, témoignant ainsi de leur manque de préparation réelle pour le lancement des projets. Dans ce cadre, l'AAPI invite les personnes concernées à consulter leur compte officiel sur la plate-

forme numérique dédiée aux investisseurs. Ils peuvent également consulter la liste des personnes concernées par cette mesure via le site officiel de l'Agence, accessible à l'adresse suivante: <https://shorturl.at/UnQdf>. L'Agence insiste enfin sur la nécessité de respecter les délais impartis et d'achever les procédures d'enregistrement définitif pour les investisseurs concernés dans un délai de huit (8) jours à compter de la publication du présent avis, afin d'éviter le retrait de leurs décisions d'attribution.

CANICULE

Le ministère de la Santé rappelle les précautions à prendre

Le ministère de la Santé a rappelé, mardi dans un communiqué, les gestes essentiels à respecter et les précautions à prendre devant la hausse de la température pour éviter d'éventuelles complications sur la santé. "Devant la survenue de chaleurs caniculaires et leur impact direct sur la santé, notamment chez les personnes âgées, les malades chroniques et les nourrissons, le ministère de la Santé, tient à rappeler les gestes essentiels à respecter pour éviter d'éventuelles complications", précise la même source. Il s'agit de "fermer les volets et les rideaux des fa-

çades de votre logement exposés au soleil, de maintenir les fenêtres fermées tant que la température extérieure est supérieure à la température intérieure et d'éviter de sortir aux heures les plus chaudes". Toutefois, et dans le cas où il faut "impérativement sortir", le ministère recommande de le faire "tôt ou tard le soir, de mettre des vêtements légers et amples, de rester à l'ombre à l'abri d'une exposition prolongée au soleil, d'éviter les boissons très sucrées ou à forte teneur en caféine ainsi que de boire suffisamment et donner à boire de l'eau régulièrement aux personnes âgées et aux malades". Il est également conseillé d'éviter les activités extérieures (sport, jardinages, bricolage). En outre, le ministère de la Santé alerte

quant à l'apparition de certains symptômes lorsqu'il y a une vague de forte chaleur, citant "les maux de tête, l'envie de vomir, la soif intense, une peau anormalement chaude, rouge et sèche et une confusion mentale", lesquels peuvent indiquer un coup de chaleur. Dans ce cas, souligne-t-on, "il faut" alors agir en transportant la personne présentant l'un de ces symptômes dans un endroit frais, la faire boire et l'asperger d'eau fraîche (ou la couvrir avec un linge humide) et l'éventer (l'aérer). Le ministère de la Santé précise que "tous les moyens sont mis en place au niveau des structures et des établissements de santé pour la prise en charge d'éventuels cas liés à ce phénomène climatique".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Juin 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	63	70	56	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	91	104	79	الطماطم	
	Oignon sec	46	54	39	البصل الجاف	
	Ail vert	162	182	142	الثوم الخضراء	
	Carotte	95	105	86	الجزر	
	Navet	96	107	86	لفت	
	Poivron	122	136	107	الفلفل الأخضر	
	Piment	146	164	128	الفلفل الحار	
	Courgette	81	91	70	الكوسة	
	Haricot vert	196	216	177	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	122	97	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	437	509	364	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	563	691	435	التمر	
	Banane	431	443	417	الموز	
	Melon	129	146	111	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	96	110	83	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1885	1628	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	321	332	309	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie se distingue dans la région MENA

Alors que la vague de chaleur qui frappe la région MENA met les réseaux électriques à rude épreuve, l'Algérie se distingue par sa capacité à maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande, évitant ainsi les délestages et les interruptions de courant qui affectent plusieurs pays du Moyen-Orient, a affirmé la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

Par Mourad A.

Avec une capacité installée de 27 330 mégawatts, le pays aborde l'été en position de force. La demande nationale en période de pointe est estimée entre 17 400 et 17 700 mégawatts, laissant une marge confortable pour couvrir les besoins des ménages, des entreprises et des infrastructures essentielles. Bien que la production électrique repose à 99 % sur le gaz naturel, l'Algérie parvient à préserver une stabilité remarquable grâce à une politique d'investissement soutenue dans les capacités de production et à une gestion rigoureuse du réseau.

Cette performance contraste nettement avec la situation de nombreux pays de la région. En Irak, la crise énergétique est particulièrement aiguë : la production plafonne à 20 000 mégawatts, alors que les besoins dépassent les 50 000 en été. Le déficit est aggravé par une réduction des livraisons de gaz iranien, cruciales pour l'alimentation des centrales. Le recours massif aux générateurs privés est devenu une solution de survie pour de nombreux ménages.

En Syrie, le réseau national peine à fournir 2 600 mégawatts, alors que la demande atteint environ 9 000 mégawatts. Les années de conflit ont laissé un système électrique ravagé, contraignant les habitants à se tourner vers l'énergie solaire domestique ou les générateurs au fioul. Au Liban, la situation n'est guère meilleure : seuls 2 000 mégawatts sont disponibles pour une demande estimée à 5 000, limitant l'alimentation publique à quelques heures par jour.



Même des pays historiquement riches en ressources comme le Koweït connaissent des tensions. Bien que doté d'une capacité de 20,5 gigawatts, le réseau approche ses limites en période estivale, et des coupures de deux à quatre heures par jour sont désormais envisagées. Le pays espère augmenter rapidement sa production, mais reste dépendant des importations régionales et d'une modernisation urgente de ses infrastructures. L'Égypte, qui dispose d'un parc installé de 65 000 mégawatts, n'échappe pas non plus à la pression.

En dépit d'une capacité théorique suffisante, la forte dépendance au gaz naturel (plus de 80 % du mix énergétique), combinée à une baisse de la production nationale, oblige Le Caire à recourir massivement à l'importation de GNL. Le gouvernement prévoit ainsi l'arrivée de 60 cargaisons cet été, ainsi que des quantités importantes de fioul, pour tenter de pré-

server l'équilibre du réseau, au prix d'un lourd impact sur les finances publiques. Dans ce contexte régional tendu, l'Algérie fait figure d'exception. Non seulement elle couvre sans difficulté sa consommation interne, mais elle exporte quotidiennement jusqu'à 500 mégawatts vers la Tunisie, également confrontée à des épisodes de délestage.

Cette capacité à soutenir ses voisins témoigne de la résilience du système électrique algérien, fondée en grande partie sur la sécurisation de l'approvisionnement en gaz et un développement constant de la production. Si certains pays, comme la Jordanie ou le Maroc, disposent de réseaux relativement stables, aucun n'atteint à ce jour le niveau d'autosuffisance énergétique ni la capacité d'exportation affichés par l'Algérie. En période de tension extrême sur les réseaux, cette robustesse constitue un atout stratégique majeur.

AVEC UNE MOYENNE DE 434 000 BARILS/ JOUR DEPUIS LE DÉBUT DE 2025

Légère hausse des exportations algériennes de pétrole

Par Réda Hadi

Au cours des cinq premiers mois de cette année, la moyenne des exportations algériennes de pétrole brut transporté par voie maritime a atteint 434 000 barils par jour, contre 412 000 barils par jour durant la même période en 2024. Les exportations de brut algérien avaient atteint en avril dernier environ 522 000 barils par jour, soit leur plus haut niveau depuis octobre 2022. Celles du mois de mai dernier ont représenté le deuxième niveau le plus élevé pour la même période, selon les données de l'Unité de recherche sur l'énergie « Attaqa ». Cette hausse intervient alors que le groupe des 8 pays de

l'OPEP+, dont fait partie l'Algérie, a entamé la réduction progressive des baisses volontaires de production, d'un volume total de 2,2 millions de barils par jour, à partir d'avril 2024. Par la suite, le plafond de l'augmentation de la production a été triplé, atteignant 411 000 barils par jour pour les mois de mai, juin et juillet 2025. Selon cet accord, le quota de production de l'Algérie s'élève à 919 000 barils par jour en mai 2025, avant d'atteindre respectivement 928 000 et 936 000 barils par jour au cours des mois de juin et juillet. La production de pétrole brut de l'Algérie avait atteint 912 000 barils par jour au mois d'avril dernier, selon les dernières données publiées par l'OPEP. Ce regain survient alors que le pays,

membre actif de l'OPEP+, entame une phase de relance progressive de sa production, dans le sillage de la réduction volontaire initiée par le cartel en janvier 2024. Une dynamique favorable que confirment les données de l'Unité de Recherches Énergétiques (Attaqa), basée à Washington.

43,73 milliards de dollars d'exportation attendues en 2025

En effet, les recettes pétrolières devraient atteindre les 43,73 milliards de dollars en 2025, selon les prévisions du ministère des Finances dans le PLF 2025, élaboré sur la base d'un prix de référence fiscal du baril de pétrole brut à 60 dollars (USD), alors que le prix du marché du baril est

maintenu à 70 USD, sur toute la période 2025-2027. Il est à noter que des investissements importants ont été lancés par le groupe pétro-gazier Sonatrach pour l'augmentation de la production nationale en pétrole et gaz. D'ailleurs, une progression de 2,5 % sa production de pétrole est attendue en 2025. Ainsi, pour l'année prochaine environ, la production primaire d'énergie de l'Algérie devrait atteindre 206 millions de tonnes d'équivalent pétrole (TEP), avait précisé le premier responsable du secteur énergétique. Une quantité suffisante pour répondre aux besoins nationaux en croissance de 5 à 7%/an et d'augmenter ses parts sur le marché international.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 67 dollars

L'optimisme sur les négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, qui ont lieu à Londres, profite aux cours du pétrole, en hausse très légère mardi et dans le vert pour la quatrième séance consécutive. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 0,36% à 67,28 dollars, un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis le mois d'avril. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, gagnait 0,31% à 65,49 dollars, également au plus haut depuis le mois d'avril. Les discussions entre les deux premiers pays consommateurs d'or noir "pourraient réduire le risque d'une nouvelle escalade commerciale et, de manière significative, alléger les tarifs", explique un analyste. Elles sont scrutées par les marchés même si les analystes estiment qu'elle sera moins féconde qu'en Suisse, où Pékin et Washington, les deux premières puissances économiques mondiales, étaient convenus d'abaisser considérablement leurs droits de douane respectifs pour 90 jours.

BOUIRA

Mise en service d'une nouvelle infrastructure électrique de 30 KV

Une nouvelle et importante infrastructure électrique d'une capacité de 30 Kilo volts (KV), a été mise en service au village Mergueb relevant de la commune d'Ain Tork (Ouest de Bouira) pour renforcer l'alimentation en cette énergie dans plusieurs localités, a-t-on appris mardi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Cette infrastructure énergétique, qui est un départ électrique, est destinée à renforcer l'approvisionnement en cette énergie au profit de plus de 9000 habitants issus des villages de Ben Haroun, Djebahia, cité Rechak, Ouled Bellil, cité 1800 logements AADL, Sidi Ziane, Said Abid (Bouira), selon les détails fournis par le directeur de distribution Khaled Messaoudi. Inscrit dans le cadre des efforts du secteur visant à répondre à la demande croissante en matière d'électricité, ce projet a porté sur "la réalisation d'un réseau électrique d'une longueur de 15,24 km pour une enveloppe financière de l'ordre de 170 millions de dinars", a précisé M. Messaoudi. "Cette nouvelle infrastructure électrique assurera une meilleure qualité de service durant la saison estivale au profit des 9000 abonnés de ces régions", s'est réjoui le directeur de distribution, qui a saisi cette occasion pour inciter les citoyens à une utilisation rationnelle de l'électricité durant cette période des grandes chaleurs. A noter, le taux de couverture en matière d'électricité est estimé actuellement à près de 96% dans la wilaya de Bouira, où d'autres projets sont en cours pour couvrir plus de zones enclavées ainsi que pour renforcer le réseau électrique réalisés à travers les différentes communes de la wilaya.

Par R. E.

BISKRA

Mise en service d'un tronçon de 7 km de doublement de la RN-3

Un tronçon de doublement de 7 km de la RN-3 entre les wilayas de Biskra et d'El Meghaïr a été " dernièrement " mis en service à Biskra, a-t-on appris lundi auprès du directeur local des travaux publics. Ce tronçon a été ouvert à la circulation à la fin de la semaine passée depuis le point kilométrique 363 au point kilométrique 370 sur le territoire de la commune d'Oumache après l'achèvement des travaux de réalisation d'ouvrages d'art et de revêtement, a précisé à l'APS M. Ali Teggat. Le même responsable a précisé que ce tronçon fait partie d'une opération de doublement d'une tranche de 26 km de cette route nationale dans la commune d'Oumache qui a été divisée en trois tronçons dont le premier a été mis en service au début de cette année 2025, tandis que le troisième long de 13 km devra l'être " fin août prochain ". La RN-3 s'étendant de Skikda à Illizi revêt une grande importance en reliant les wilayas du Nord à celles du Sud du pays et enregistre un dense trafic des différents types de véhicules, a relevé le même responsable

KHENCHELA

Lancement des travaux de réalisation de 33 km de pistes agricoles dans 5 communes

Un projet portant sur la réalisation de 33 km de pistes agricoles vient d'être lancé à travers cinq communes de la wilaya de Khenchela, a appris l'APS, mardi, auprès du directeur des services agricoles (DSA), Saïd Tamen. Le même responsable a précisé que ces sentiers seront réalisés en six (6) mois dans les communes d'El Hamma, de Baghaï et de Tamzah, sur 20 km, Djellal (8 km) et Chelia (5 km), moyennant un investissement public de plus de 55 millions de dinars. M. Tamen a rappelé, dans ce contexte, que des projets similaires sont en cours de travaux dans les communes d'Ain Touila, sur 25 km, et de Yabous, sur 7 km, accusant des taux d'avancement respectifs de 80 et de 95 % avec une réception prévue « fin juillet au plus tard ». La construction de pistes agricoles a pour objectifs de désenclaver des exploitations agricoles, des zones rurales et des villages isolés et de favoriser, ainsi, le retour de nombreux agriculteurs vers leurs terres, en plus de faciliter le transport des récoltes agricoles destinées à être commercialisées, a encore souligné le DSA.

RELOGEMENTS À BLIDA

Récupération de 21 ha de terres agricoles

Un foncier agricole d'une superficie globale de 21 ha a été récupéré suite aux opérations de relogement de familles occupant des habitations précaires dans la wilaya de Blida, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Le relogement depuis septembre 2023 de 4.833 familles occupant des habitations précaires à travers nombre de communes de la wilaya a permis la récupération d'un foncier d'une superficie globale de 44 ha, dont 21 ha de terres agricoles, a-t-on ajouté de même source. Le foncier récupéré sera destiné à l'implantation de nouveaux projets de développement, tandis que les terres agricoles ont été remises à leur état d'origine, tout en œuvrant à leur protection contre toute forme

d'agression future, selon la même source. Toujours dans le cadre de la protection des terres agricoles, les mêmes services ont procédé à la mise en application de 218 décisions de démolition de constructions érigées sur des terres agricoles à travers la wilaya. "Les assiettes récupérées ont été remises à leur état d'origine, et l'opération se poursuivra jusqu'à la régularisation de la situation de la totalité des terres agricoles", a-t-on assuré, par ailleurs.

A noter, également, l'enregistrement de 170 poursuites judiciaires depuis l'entrée en vigueur de la loi 18-23 du 28 novembre 2023 relative à la protection et à la préservation des terres de l'Etat. Les infractions signalées concernent notamment des constructions illégales sur des terres agricoles et le détournement de terres de leur vocation initiale, selon la même source, qui précise que la justice a rendu des jugements définitifs dans la majorité de ces affaires.

GUELMA

Plus de 100 espaces verts classés contribuent à l'amélioration des conditions de vie des citoyens

Au total, 106 espaces verts urbains classés ont été recensés dans la wilaya de Guelma où ils contribuent efficacement à la préservation de la biodiversité, à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et à la mise à disposition d'espaces de repos et de loisirs, notamment en période de grandes chaleurs, a-t-on informé, lundi, auprès du directeur de l'environnement. Ces espaces verts, répartis à travers les 34 communes de la wilaya de Guelma, ont été classés « espaces verts

» en vertu d'arrêtés communaux, pris conformément à la Loi n 22-17 du 20 juillet 2022 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts, a précisé M. Nabil Bellatrèche lors d'une exposition organisée par le secteur à la maison de l'environnement Belkacem-Zaoui, au chef-lieu de wilaya. Ce nombre "important" d'espaces verts classés et protégés par la loi est réparti, selon le même responsable, sur 83 parcs et jardins "publics, privés, collectifs et spécialisés", sur une su-

perficie totale de plus de 466.000 m2, en plus 23 rangées d'arbres de différentes essences d'un linéaire total de 6.500m. Ces espaces naturels sont riches de diverses espèces végétales dont de nombreuses espèces d'arbres entre ficus, eucalyptus, et palmiers ornementaux connus sous le nom de "Washingtonia", ce qui confère aux lieux un statut environnemental et écologique, a-t-il ajouté. Selon les informations obtenues au pavillon dédié au secteur de l'environnement, au cours de

cette exposition, le parc Mustapha-Seridi de Guelma, qui date de près de 150 ans et couvre une superficie de plus de 9.000 m2, est "un véritable tableau artistique au centre de la ville, avec de belles arcades équilibrées, des dizaines d'espèces ornementales et d'arbres anciens et rares, dont le palmier Cycas, le kiwiti ou (arbre à kiwi) et les avocats improductifs, entourés d'un tapis de gazon naturel, en faisant un véritable espace de repos, en particulier pour les familles

BATNA

Le secteur de la santé renforcé par 65 médecins spécialistes

Le secteur de la santé dans la wilaya de Batna s'est renforcé par 65 médecins spécialistes installés récemment dans leurs postes, a indiqué lundi le directeur de la santé et de la population. Dans une déclaration à l'APS, M. Hamdi Chakouri, a précisé qu'il s'agit de spécialistes en cardiologie, otorhinolaryngologie, chirurgie orthopédique, urologie, chirurgie générale, anesthésie et réanimation, gynécologie, médecine interne, radiothérapie, hématologie et ophtalmologie. Ces praticiens ont été répartis sur les divers établissements de santé de la wilaya, notam-

ment ceux situés en régions reculées pour en renforcer les staffs médicaux et répondre aux besoins des malades dans certaines spécialités dont la gynécologie, l'ophtalmologie et anesthésie et réanimation, selon la même source. Le centre régional anti-cancer " Belkacem Hamdiken " de la ville de Batna a été renforcé en six praticiens dont deux hématologues, a relevé M. Chakouri qui a affirmé que les préparatifs sont en cours dans ce centre pour ouvrir un service de greffe de moelle osseuse au profit de malades venus de plusieurs wilayas.

D'ici fin août, 55 autres médecins spécialistes devront rejoindre les structures de santé de la wilaya pour porter ainsi le nombre de praticiens spécialisés recrutés à 120 de sorte à améliorer les prestations sanitaires assurés aux malades, selon la même source. Le directeur de la santé a affirmé également que la wilaya de Batna a un besoin pressant en médecins spécialistes en radiologie et psychiatrie, notamment au centre hospitalo-universitaire (CHU) de la ville de Batna et à l'établissement public hospitalier spécialisé en psychiatrie d'El Madher.

TOUGGOURT

Collecte de plus de 200 tonnes de peaux de bêtes sacrifiées

Plus de 200 tonnes de peaux de bêtes sacrifiées (ovins, bovins et caprins) lors de la fête de l'Aïd El-Adha, ont été collectées dans la wilaya de Tougourt, ont indiqué lundi les services de l'entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique (CET) de la wilaya. Fruit d'une campagne d'envergure menée avec la participation des acteurs de la société civile et des services des communes, l'opération a permis de récupérer cette

quantité de peaux de bêtes sacrifiées et les mettre à la disposition des tanneries et mégisseries pour la valorisation de cette matière première, a précisé le directeur de l'entreprise des CET, Abdelmounim Boughebache. Il a ajouté que l'opération ambitionne également de contribuer à la protection de l'environnement. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés par l'entreprise pour la collecte des peaux ainsi que la ra-

massage des restes découlant des opérations de sacrifice, et ce à travers les différentes communes de la wilaya, a-t-il détaillé. L'entreprise de gestion des CET s'est employée à recevoir les peaux collectées avant de les trier et saliner pour être ensuite les acheminer, comme matière première, aux unités de production de cuir et chaussures notamment, a conclu M. Boughebache.

Trouver sa voie

Trouver sa voie, choisir sa voie dans le cours des choses, c’est commencer par faire la part de ce que la dynamique mondiale porte en avant et de ce qu’elle rejette en arrière. C’est ensuite ou en même temps, y faire son sillon, sa place. Comme inscrire sa voie dans le paysage.

3^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Économie écologique. Chercher sa voie, c’est chercher sa voie dans un cours des choses que nous n’avons pas choisi mais auquel nous avons contribué, c’est chercher à établir de nouveaux rapports avec la vie matérielle et de nouvelles prises pour sa transformation. Il faut prendre la juste mesure de la réalité selon laquelle nous sommes dans la nature, si nous ne voulons pas nous affaiblir. Le système économique est un système de transformation de la nature. Des forces et faiblesses de la nature nous avons tenu, tenons et tiendrons. Que ceux qui rêvent de s’en affranchir ne nous fassent pas rêver. C’est en harmonie avec la nature qu’il nous faudra apprendre à vivre, après avoir pensé la subjuguer.

Expérimenter.

Et nous ne disposons pas d’autre méthode que l’expérimentation pour y parvenir, les leçons et habitudes du passé cessent d’être utiles : le futur ne ressemblera pas à l’avenir. L’expérimentation doit trouver la voie à suivre, le juste rapport de la nature et de la société, du travail vivant et du travail mort, la voie qui améliore les capacités des citoyens, leurs capacités civiles et militaires, mais aussi celles de leur milieu naturel dont elles dépendent absolument, mais ne tirent pas avantage. Au jour d’aujourd’hui, un milieu peut être complètement détruit par une force extérieure, une société qui n’a pas les moyens de le régénérer rapidement, qui ne peut pas remettre rapidement le travail au travail, peut disparaître. Une société hors-sol qui a perdu son rapport à son milieu, qui ne sait pas user de ses ressources, ne peut le restaurer. Il importe de considérer l’expérience directe comme agent transformateur ultime. L’art d’être humain se développe en proportion directe de la capacité à ressentir concrètement les effets de nos paroles et de nos actes. Ce que nous subissons et entreprenons influence directement notre personnalité et nos valeurs. Nous ne changeons que dans la mesure où nous pouvons percevoir nos valeurs comme constructives, déficientes, appropriées ou destructrices. La culture moderne se caractérise par un nombre impressionnant de décalages entre nos vies et notre expérience. Il n’y a pas de fluidité entre ce que nous faisons, ce que nous vivons et ce que nous disons. Autrefois, on parlait d’aliénation. Nous sommes en proie à une série de séparations qui s’étendent de notre corps à notre esprit, puis à notre ordre social. Chaque séparation empêche notre expérience de devenir complète et continue. Cette série de décalages empêche nos vies de se constituer un capital d’énergie et de valeur

pour affronter l’avenir et respecter notre passé. L’expérimentation comme méthode suppose l’acceptation de l’erreur. On ne peut aujourd’hui apprendre que de ses erreurs. Au sortir de la colonisation, l’élite et la société ont particulièrement eu faim de savoir. Elles se demandaient comment se mettre à la hauteur des autres nations. Les anciens colonisés se demandaient comment être les égaux des anciens colonisateurs. On commencera par imiter avant de pouvoir découvrir ce qui fait la différence entre la bonne et la mauvaise imitation, entre l’imitation et l’innovation, avant que la compétition entre les individus et les nations ne découvre ce qui fait l’avantage de chacun et de chacune, ce par quoi les sociétés se fortifient et s’affaiblissent. Elles s’affaiblissent quand elles restent prises dans la trappe de l’imitation, ne découvrant pas leur avantage. Elles se fortifient quand l’imitation n’a fait que précéder l’innovation après avoir découvert leur avantage. L’expérimentation peut recourir à des modèles, à des théories pour abréger l’apprentissage social. Prises comme des hypothèses, les théories travailleront l’expérience et seront jugées à leur productivité, à leur capacité à se transformer avec l’expérience et à la porter plus loin. Leur validité tiendra certes de leur séduisante cohérence, mais ce n’est pas d’une telle séduction qu’elles tiendront leur réussite. Elles la tiendront de leur fertilité, de ce que les hypothèses auront été vérifiées par l’expérience, de ce que les acteurs auront réussi à en faire. Qu’elles aient séduit par leur beauté logique les académiciens qui les consacrent, il faudra qu’ensuite passant entre les mains des acteurs elles s’avèrent fructueuses. Leur validité tiendra à leur maniabilité et leur fertilité expérimentales, aux résultats qu’elles ont produits dans l’expérience. Leur cohérence doit passer dans l’expérience : valide elle renforce l’expérience, invalide elle ne réussit pas le test de l’expérience. La théorie à une cohérence, mais le milieu, l’affaire qui l’accueillent peuvent lui donner corps ou pas. C’est la seule façon simple de savoir ce que vaut une chose ici et là, ce que vaut la théorie d’une pratique dans une autre pratique. Car ce qui vaut ailleurs ne tient pas seulement à la valeur de la chose, mais aussi à la valeur de ce qui peut en être fait. La valeur attribuée ici ne sera pas nécessairement la valeur attribuée là. On ne sépare pas une chose de son contexte, la transplante dans un autre, sans prendre le risque de la trouver inadaptée à cet autre contexte. Il en est de la chose transplantée comme de la plante que l’on transplante d’un climat à un autre, d’une terre à une autre. On ne plante pas de l’argent, on met une chose parmi d’autres. Et une chose n’est jamais seule, elle a des « parents », appartient à un milieu, tout comme un humain. Si une chose ne retrouve pas son milieu, on ne peut pas dire ce qu’il pourra en être fait et ce qu’elle peut faire avant de l’avoir

vu faire. Voilà pourquoi il faut expérimenter, expérimenter et expérimenter. Le recours à des modèles est plus simple ou plus compliqué, selon qu’il s’agit du modèle d’un même contexte ou d’un autre contexte. Un modèle suppose une disponibilité du milieu auquel on l’applique, autrement dit une forte similitude entre le milieu de sa production et celui de son utilisation. Ainsi l’importation du modèle soviétique a ignoré le fait qu’il était « l’enfant » du modèle d’un État impérial. Il sort de ses décombres. Le modèle, figuration du réel, voyage davantage de par son formalisme, mais moins bien que la théorie du fait de son degré d’abstraction. Le réel historique ne se laisse pas réduire en une théorie, en une hypothèse de travail, mais elle peut dialoguer avec lui. Le modèle ne discute pas, il s’applique ou ne s’applique pas, seul compte ses résultats et qui de surcroît ne seront retenus que certains de ses effets. Ce qui le rend dangereux. Faire appel à un modèle sans en connaître ce qui le précède, la théorie où les pratiques desquelles il relève, c’est renoncer à comprendre ce qui le suivra, ce qu’il fait et peut faire. Ce qui n’empêche pas certaines parties de s’intéresser à certains de ses résultats. Mais la vie est tel - elle cherche pour couler comme l’eau la pente disponible - que l’on s’intéresse moins à comprendre qu’à profiter de ce qu’il advient. On ajustera un tel modèle au réel pour en obtenir les effets désirés. Oui comprendre, souci théorique, n’est pas le plus important. Que le chat soit noir ou blanc, l’important c’est qu’il attrape des souris, a-t-on dit. Que la chose soit bien ou mal définie, l’important c’est ce qu’elle fait. Comprendre importe autrement. Mais l’expérimentation peut aussi s’en référer à une théorisation progressive, à un affinement progressif des hypothèses. Les échecs et les succès figurant le tracé du chemin à suivre. En vérité, les deux méthodes ne doivent pas être exclusives, l’une pouvant servir l’autre, l’expérience et la théorie se complétant, se construisant mutuellement. Elles ont cependant toutes deux besoin de rigueur.

La nouvelle composition sociale

Il devrait en être ainsi de la construction de la société et de l’État. L’État, le droit et l’individu de la société libérale ne peuvent transformer une société composite[2] en société marchande. Un tel projet met la charrue avant les bœufs. Il suppose une économie de marché incluant la majorité de la population. Il ne postule pas une société marchande comme horizon de la société composite, société régie par le contrat entre des individus libres, mais

comme un point de départ. C’est la dynamique des parties de la société composite qui peut la transformer en société marchande. On interroge aujourd’hui l’horizon, on ne voit pas ce qui pointe. Le socialisme a voulu édifier une société avec ces trois éléments sans le marché, sans les individus libres ; il a détruit la vie sociale, les « marchés » (ou contrats informels) entre les acteurs sociaux. Pour entretenir une telle construction, l’État a dû insuffler continuellement des ressources externes à la société. L’erreur a consisté à reprendre la dichotomie entre le plan et le marché, en associant strictement le plan à l’État et le marché aux individus. L’État n’aurait pas besoin du marché pour structurer les relations entre les individus. Il croyait pouvoir commander directement aux individus. Il croyait pouvoir prescrire aux intérêts collectifs. À quoi peut commander un Wali aujourd’hui qu’il devrait commander ? Le plan de l’État n’est pas dans les plans des individus et les plans des individus ne sont pas dans le plan de l’État. D’une telle intention, il est conduit vers une dictature. D’une dictature dont les plans d’une minorité d’individus finiront par triompher. Il avait tort, contre l’évidence, de supposer des individus sans plans propres. Il ne fallait pas emprunter les éléments structurants de la société libérale si on n’en voulait pas la formation. Il faut restructurer l’action collective autour de deux autres agents, la famille et la région, sur trois échelles avec la nation, pour construire une économie de marché performante, pour éviter la croissance des inégalités sociales et la polarisation de la société. Entre la société globale représentée par l’État, les régions et les familles une substitution complémentaire doit être fonctionnelle. Le marché est un mode de coordination des plans des agents, des contrats entre les agents. Soustraire le marché aux riches, soustraire la coordination au seul marché cela signifie remettre les riches dans la famille et dans la région comme autres espaces de coordination. Les soumettre à des contrats familiaux, à des contrats régionaux et nationaux. Ce n’est pas substituer le plan au marché, à la compétition. C’est compléter la compétition par le plan, le plan par la compétition. C’est accorder les plans sociaux et la compétition sociale, les plans et la compétition mondiale. De ces trois éléments, familles, régions et nation aucun ne pourra remplacer l’autre, ils peuvent seulement se compléter. Comment ils se complèteront ? Cela dépendra des ressources et de la densité de leurs liens.

Notes

[2] Paul Pascon. « La formation de la société marocaine », Bulletin économique et social du Maroc, 1971. <https://cinumedpub.mmsh.fr/besm/Pdf/120-121-01.pdf>
(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

TUNISIE

664 MD en faveur
d'un avenir agricole
plus durable

La plateforme pour la gestion des risques agricoles ou Platform for Agricultural Risk Mangement, (PARM) est une plateforme de partenariat mondial sur la gestion des risques agricoles pour le développement.

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime de l'Agriculture (MARHP), représenté par la Direction Générale du Financement des Investissements et des Organisations Professionnelles (DGFIOP), a officiellement présenté, le 4 juin courant, le programme « Agriculture Résiliente, Durable et Inclusive pour l'Investissement en Tunisie » (ARDII-Tounes) aux principaux bailleurs de fonds ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers.

Développé avec le soutien de la PARM, le programme ARDII-Tounes s'inscrit pleinement dans la stratégie agricole nationale de la Tunisie, les objectifs de développement durable (ODD), ainsi que dans l'engagement du pays en faveur d'une croissance résiliente face au changement climatique.

Sous l'égide du Chef de Cabinet du MARHP, Heikel Hechlef, représentant le Ministre, cette cérémonie a offert une opportunité aux différents partenaires au développement d'explorer des pistes de synergie et de collaboration en vue de soutenir la mise en œuvre de ce programme.

Cette étape marque un pas décisif dans l'engagement du gouvernement tunisien en faveur d'un avenir agricole plus durable dans le pays.

Le projet d'investissement « Agriculture Résiliente, Durable et Inclusive pour l'Investissement en Tunisie » (ARDII-Tounes) a été lancé afin de lutter contre le changement climatique et réduire ses risques sur la production agricole.

ARABIE SAOUDITE

La croissance économique dépassera
en 2026 celle de ses pairs du G20

Le produit intérieur brut réel de l'Arabie saoudite devrait croître de 2,5 % en 2026, un taux qui dépasse les prévisions pour les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, selon une analyse.

Dans son dernier rapport, l'Organisation de coopération et de développement économiques indique que l'économie du Royaume devrait croître de 1,8 % cette année, un taux également supérieur à celui de plusieurs de ses pairs du G20. En avril, le Fonds monétaire international a prévu que l'économie du Royaume connaîtrait une croissance de 3 % en 2025 et qu'elle s'accélérait encore pour atteindre 3,7 % l'année suivante. Dans son dernier rapport, l'OCDE a également revu à la baisse ses perspectives de croissance économique mondiale, les ramenant de 3 % à 2,9 % pour 2025 et 2026. "Les perspectives mondiales deviennent de plus en plus difficiles. L'augmentation substantielle des barrières commerciales, le durcissement des conditions financières, l'affaiblissement de la confiance des entreprises et des consommateurs, et l'incertitude élevée des politiques constituent autant de risques significatifs pour la croissance", a déclaré l'OCDE.

Et d'ajouter : "La croissance du PIB mondial devrait ralentir, passant de 3,3 % en 2024 à



2,9 % cette année et l'année prochaine, dans l'hypothèse d'un maintien des droits de douane à la mi-mai."

Collectivement, les pays du G20 devraient connaître une croissance économique de 2,9 % en 2025 et 2026, l'Inde se démarquant de la tendance dans un contexte de volatilité économique.

Selon le rapport, le PIB de l'Inde devrait augmenter de 6,3 % en 2025 et de 6,4 % en 2026. L'OCDE ajoute que l'économie chinoise connaîtra une croissance de 4,7 % et de 4,3 % en 2025 et 2026, respectivement, tandis que les États-Unis devraient enregistrer une croissance économique de 1,6 % en 2025 et de 1,5 % en 2026.

L'économie française devrait croître de 0,6 % en 2025 avant d'accélérer légèrement à 0,9 % en 2026, et l'OCDE prévoit que l'économie du Royaume-Uni progressera de 1,3 % en 2025, avant de décélérer à 1 % de croissance l'année prochaine.

Selon le rapport, le PIB de l'Allemagne devrait croître de 1,2 % au cours de la même période.

L'OCDE ajoute que l'Arabie saoudite devrait maintenir un taux d'inflation sain de 1,9 % en 2025 et de 1,8 % en 2026, respectivement.

EGYPTE

HoldiPharma s'allie à Dawah Pharma pour produire
des produits pharmaceutiques

Premier producteur et consommateur de produits pharmaceutiques en Afrique, l'Égypte multiplie les partenariats avec des groupes étrangers, dont l'américain Dawah Pharma, en vue d'atteindre l'autosuffisance et de stimuler ses exportations.

Le groupe pharmaceutique public égyptien HoldiPharma a signé un accord de partenariat avec l'entreprise américaine Dawah Pharma pour créer une coentreprise spécialisée dans la fabrication et l'exportation de produits pharmaceutiques et de compléments alimentaires vers les marchés internationaux, no-

tamment en Amérique du Nord et en Europe, selon un communiqué publié le jeudi 29 mai par le gouvernement égyptien.

Signé en présence du Premier ministre Mostafa Madbouly, l'accord prévoit la création d'une coentreprise détenue à hauteur de 60% par Dawah Pharma et à 40% par la partie égyptienne. Cette coentreprise commencera par exporter six compléments alimentaires déjà approuvés pour le marché américain dans une première étape.

Ses projets futurs comprennent la fabrication et l'exportation d'une large gamme de produits pharmaceutiques, tels que des

ampoules, des injections stériles, des préparations ophtalmiques et des médicaments en vente libre. La joint-venture utilisera aussi des technologies avancées pour fabriquer d'autres produits pharmaceutiques, notamment des sirops, des comprimés, des seringues préremplies et des patchs transdermiques.

Elle respectera les dispositions des cadres réglementaires établis par la Food and Drug Administration (FDA), l'agence fédérale des États-Unis chargée de la surveillance des denrées alimentaires et des médicaments, et de l'Agence européenne des médicaments (EMA), ce qui ren-

forcera la compétitivité mondiale de produits pharmaceutiques fabriqués en Égypte.

Le pays le plus peuplé du monde arabe multiplie les partenariats avec des groupes étrangers pour développer son industrie pharmaceutique, en visant la réduction de pénuries locales de médicaments et l'augmentation des exportations.

Les 180 usines de produits pharmaceutiques installées en Égypte ont vu leurs exportations croître de 65,6% entre 2019 et 2024, pour s'établir à 447,1 millions de dollars durant l'année écoulée, selon des données publiées par Fitch Solutions

LIBYE

Les exportations de pétrole brut à nouveau sous pression

Depuis août 2024, la Libye n'a plus connu de suspension de ses exportations de pétrole brut. Ce producteur majeur africain, aux côtés du Nigeria et de l'Angola, avait alors à ce moment vu sa production chuter.

Le gouvernement qui contrôle l'est du pays a averti, jeudi 29 mai, qu'il envisage de déclarer l'état de force majeure sur les terminaux et les champs pétroliers sous son autorité. Cette déclaration intervient sur fond de tensions persistantes avec le gouvernement basé à l'Ouest.

Les autorités de l'Est dénoncent des « assauts répétés » contre la National Oil Corporation (NOC), sans en préciser

la nature. On ignore s'il s'agit d'actes physiques, administratifs ou de pressions politiques. L'avertissement survient alors que des rumeurs ont circulé sur une possible attaque contre le siège de la société publique à Tripoli. Ces rumeurs démenties ensuite par la NOC, s'inscrivent dans un climat de rivalité chronique entre les deux gouvernements, celui de l'Est soutenu par le maréchal Khalifa Haftar, et celui de l'Ouest reconnu par la communauté internationale. La société pétrolière a d'ailleurs tenu à « rassurer ses partenaires locaux et internationaux sur le fait que la production et l'exportation de pétrole et de gaz se poursuivent sans heurts et sans interruption dans

toutes ses filiales, conformément aux normes de sécurité et de sûreté les plus strictes, et qu'il n'y a aucune incidence sur les processus opérationnels ».

La NOC, seule entité autorisée à gérer les exportations pétrolières, reste au cœur des tensions entre les deux camps.

Ses revenus, centralisés à Tripoli, en font un enjeu de pouvoir. Les autorités de l'Est l'accusent de partialité, tandis que l'entreprise dénonce des tentatives d'ingérence ou de blocages armés. L'Est envisage désormais de transférer temporairement son siège vers des zones qu'il contrôle, comme Ras Lanuf et Brega.

Cette situation reflète l'importance de

la NOC dans l'équilibre économique et institutionnel du pays. Elle introduit également une incertitude sur la continuité des exportations, au moment où plusieurs multinationales comme BP et Eni reprennent leurs activités, suspendues pendant des années en raison de l'instabilité politique, entre autres. En août 2024, la suspension des expéditions pétrolières, qui représentent 97 % des exportations et plus de 90 % des recettes fiscales de la Libye, avait entraîné une chute de production sous les 500 000 barils par jour, affectant le marché pétrolier global. Fin avril 2025, la production a atteint 1,38 million de barils par jour, un plus haut niveau en douze ans.

TANZANIE

110 millions \$ pour créer un débouché non alimentaire au manioc

La Tanzanie est le 6ème producteur africain de manioc après le Nigeria, la RDC, le Ghana, l’Angola et le Mozambique. Dans le pays, une initiative privée ouvre une nouvelle voie de valorisation industrielle pour cette culture jusqu’ici cantonnée à un usage vivrier ou à la transformation alimentaire.

En Tanzanie, la filière manioc se lance dans une nouvelle valorisation industrielle. Dans le pays, la société Goodwill Tanzania a entamé en avril dernier les travaux de construction d’une usine de fabrication de papier à base de manioc sur un site situé dans le district de Mkuranga. L’information a été annoncée par Sharifa Chen, responsable des relations publiques de l’entreprise, qui s’est confiée au quotidien local Daily News, le 29 mai dernier, précisant que l’entrée en service de l’unité qui coutera 110 millions \$, est prévue pour avril ou mai 2026. Selon la responsable elle sera dotée d’une capacité de traitement de 50 000 tonnes de manioc par an, avec une montée en puissance envisagée à 300 000 tonnes au fil des années en fonction de la capacité des producteurs locaux. La production de l’usine est destinée à approvisionner le marché intérieur en papier et emballages papier, tout

en visant également les débouchés régionaux et internationaux.

Une valorisation inédite pour la filière manioc

Traditionnellement utilisé pour l’alimentation humaine ou animale, le manioc a très peu bénéficié de débouchés industriels en Tanzanie. Selon l’économiste Dr Hildebrand Shayo, qui s’est également confié au Daily News le 3 juin, cette initiative permettra de diversifier les usages de la culture, tout en revalorisant les prix à la ferme et en structurant de nouvelles chaînes de valeur autour de l’agriculture, du transport, de la transformation et de l’emballage. « Ce projet pourrait transformer le manioc en produit stratégique pour l’industrie, comme cela a été fait au Nigeria. L’exportation de produits en papier à base de manioc pourrait améliorer les recettes d’exportation de la Tanzanie, renforcer sa balance com-

merciale et accroître considérablement la demande de variétés supérieures de manioc », explique M. Shayo. Par ailleurs, Abdul Mohammed, cofondateur de Kusini Gateway Industrial Park et partenaire de la société Goodwill sur ce projet, a révélé que les producteurs locaux seront formés, accompagnés financièrement et intégrés dans un modèle de contrats agricoles structurés. Si les perspectives économiques sont prometteuses, certains experts alertent sur le risque de déséquilibre entre l’usage industriel et l’alimentation, ce qui pourrait compromettre la sécurité alimentaire. Isaac Safari, un autre économiste qui s’est exprimé sur le sujet, estime pour sa part que l’augmentation de la demande industrielle de manioc pourrait entraîner une hausse des prix sur les marchés locaux et perturber la chaîne d’approvisionnement destinée à la consommation humaine.

BCEAO

La banque abaisse son taux directeur à 3,25%

Ce nouveau taux, applicable à partir du 16 juin 2025, traduit l’engagement de la Banque centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest à assouplir sa politique monétaire afin de dynamiser davantage l’activité économique dans la zone UEMOA. Réunis le mercredi 4 juin 2025 à Dakar, lors de la réunion de son Comité de politique monétaire (CPM), la Banque centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) a abaissé son principal taux directeur le faisant passer de 3,50% à 3,25%. L’annonce a été faite par son gouverneur, Jean-Claude Kassi Brou (photo), dans une déclaration relayée par

les médias locaux. Parallèlement, le taux d’intérêt du guichet de prêt marginal a été réduit de 5,50% à 5,25%. Les coefficients de réserves obligatoires, quant à eux, demeurent inchangés à 3%. La Banque centrale justifie cet assouplissement monétaire par un environnement macroéconomique plus stable et une inflation en net recul ces derniers mois. En effet, le taux d’inflation dans l’UEMOA s’est établi à 2,3% au premier semestre 2025 contre 2,9% au quatrième trimestre 2024 et 4,1% au troisième trimestre de la même année. Cette tendance baissière, selon la

BCEAO, est attribuée à une amélioration de l’offre de produits sur les marchés, une hausse modérée des prix des produits importés, notamment énergétiques, ainsi qu’à l’effet des mesures de politique monétaire mises en place. Pour 2025, la Banque prévoit une inflation moyenne de 2,2%, confirmant des fondamentaux macroéconomiques rassurants. « Les fondamentaux sont rassurants à moyen terme. Notre position extérieure s’est renforcée et le déficit courant est désormais quasiment nul », a affirmé le gouverneur. Cette réduction du taux directeur

devrait soutenir la reprise économique en facilitant les conditions d’accès au crédit pour les entreprises et les particuliers, contribuant ainsi à stimuler la croissance dans l’ensemble des Etats membres de l’Union. Il convient de noter que, malgré cet environnement économique déjà stable au mois de mars 2025, la Banque centrale avait choisi de maintenir ses taux directeurs inchangés, optant pour une approche prudente. A l’inverse, son homologue la Banque des Etats de l’Afrique centrale (BEAC), avait réduit son principal taux directeur le ramenant de 5,00% à 4,50%.

TANZANIE

Un projet de terminal gazier pour renforcer l’accès au GPL

La Tanzanie combine énergies renouvelables et hydrocarbures pour répondre à l’augmentation de la demande énergétique liée à son industrialisation, avec l’objectif de garantir la stabilité de l’approvisionnement. Le groupe multinational Petredec, spécialisé dans le négoce et le transport du gaz de pétrole liquéfié (GPL), a officialisé, lundi 9 juin, le lancement imminent de son projet de construction d’un terminal GPL sur un site de 26 hectares situé à Chongoleani, dans la baie de Tanga en Tanzanie. L’initiative, dont la concrétisation est attendue d’ici 2027, s’aligne sur les priorités affichées par les autorités tanzaniennes pour développer des alternatives à la cuisson traditionnelle. Elle

visait notamment à faciliter l’accès au GPL, surtout en zone rurale. Selon les données publiées dans la revue Science Direct, plus de 80 % des Tanzaniens utilisent la biomasse (bois, charbon, résidus ou excréments) pour cuisiner. Cette pratique représente plus de 90 % de la consommation énergétique totale du pays. Une fois achevé, le terminal sera capable d’accueillir de très grands navires (VLGC), disposera de huit quais de chargement pour camions et d’une capacité de stockage initiale de 40 000 m³. Il est conçu pour structurer un nouveau corridor logistique autour du GPL en Afrique de l’Est. « Le développement d’une infrastructure

de cette envergure est une clé pour une offre compétitive et fiable de GPL », a déclaré Jonathan Fancher, directeur général de Petredec Global. Le terminal doit permettre une importation et une redistribution à plus grande échelle, tout en allégeant la pression sur le port de Dar es-Salaam. Le coût du projet, mené avec la participation du groupe ASAS, n’a pas été précisé. Il faut noter que ce projet de terminal GPL illustre les efforts de l’État pour promouvoir la cuisson propre. Cette dynamique s’est traduite par une hausse de 38 % en glissement annuel des importations de GPL à 403 638 tonnes en 2024, selon un rapport de l’Energy and Water Utilities Regulatory Authority publié en mars.

SÉNÉGAL

La SFI compte prendre des parts dans une start-up spécialisée dans l’IA en santé

Le déficit de professionnels de santé en Afrique reste marqué, avec un ratio de 1,5 médecin pour 1000 habitants, selon la SFI. L’IA se présente comme une alternative pour répondre à ces enjeux. La Société financière internationale (SFI), membre du groupe de la Banque mondiale, a annoncé son intention de prendre des parts dans, une plateforme d’e-santé sénégalaise tirant parti de l’intelligence artificielle (IA) pour agréger, numériser et analyser des données de santé. L’institution financière prévoit d’investir jusqu’à 10 millions de dollars dans le capital de la start-up qui compte étendre ses activités dans la zone Uemoa. L’investissement devrait lui permettre de développer sa plateforme logicielle qui facilitera la numérisation et l’intégration des services de santé. Cette plateforme cible principalement les populations vulnérables, notamment les travailleurs informels et les femmes. Elle promet de réduire les dépenses à la charge des patients et d’améliorer la qualité des soins grâce à des paiements plus rapides et des services optimisés par l’IA. En plus de l’appui financier, la SFI accompagnera KERA dans le renforcement de sa gouvernance ainsi que dans l’adoption de normes sociales et environnementales, notamment en instaurant des mécanismes de réclamation pour les employés. La validation de cet investissement est prévue lors du conseil d’administration de l’institution financière le 20 juin 2025. Ce projet s’inscrit dans la continuité d’une collaboration entamée en 2023 entre la SFI et KERA Health, visant à renforcer l’écosystème des soins de santé en Afrique de l’Ouest. Ce partenariat intervient dans un contexte marqué par un déficit de professionnels de santé en Afrique, avec un ratio de 1,5 médecin pour 1000 habitants, selon la SFI. L’IA offre une opportunité pour répondre à ces enjeux en optimisant la précision des soins et la gestion clinique, tout en augmentant l’efficacité des initiatives de santé à grande échelle.

BOURSE ZURICH

Handicapée par UBS dans les premiers échanges

La Bourse suisse connaissait mardi une entame de séance contrastée, au sortir du week-end prolongé de la Pentecôte. Une majorité des valeurs vedettes jouissaient d'un vent de poupe, mais le plongeon de l'action UBS suffisait à maculer de rouge la performance d'ensemble.

Wall Street avait mollement salué la veille la reprise à Londres des tractations entre Washington et Pékin autour de l'irritante question des droits de douane. "La réaction des marchés se limite pour l'heure à un renforcement du dollar et à une hausse des prix du pétrole. Cette combinaison fait que les places boursières retiennent leur souffle dans l'attente d'une véritable percée dans les négociations," observe Frank Sohlleder pour Activ-trades. L'agenda conjoncturel du jour se borne peu ou prou à un relevé du chômage outre-Manche, à la confiance des investisseurs européens en juin, ainsi qu'aux investissements étrangers directs en Chine en mai. En Suisse, le climat de consommation est demeuré maussade en mai, nonobstant une cosmétique embellie. A 09h15, le Swiss Market Index (SMI) cédaït 0,16% à

12'342,37 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,36% à 2012,33 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,17% à 17'013,10 points. Si moins d'un tiers des valeurs vedettes lâchait du lest, la chute d'UBS (-6,0% à 26,22 francs suisses) expliquait en bonne partie la contre-performance d'ensemble. Le titre de la banque aux trois clés s'était étonnamment envolé vendredi, dans le sillage de l'annonce attendue du paquet de mesures additionnelles appliquées aux établissements bancaires jugés systémiques en Suisse. Le volet sur les fonds propres notamment a suscité l'ire des responsables du résident de la Bahnhofstrasse. La déconvenue d'UBS éclaboussait aussi le gestionnaire de fortune Julius Bär (-1,0%). Les gains du spécialiste des ressources humaines Adecco (+1,6%), de l'équipementier de pompes à vides VAT Group (+1,4%) ou encore du bé-

hémoth des matériaux de construction Holcim (+1,1%), dopé par la recommandation à l'achat de son titre formulée par Barclays, ne suffisaient guère à compenser le trou d'air. Le fournisseur de l'industrie chirurgico-dentaire Straumann (+1,2%) va biffer jusqu'à 250 postes sur son site bernois de Villeret, sur l'autel d'une délocalisation partielle de sa production vers l'Empire du Milieu. La répétition dans les colonnes du Temps de propos récemment tenus par son patron dans les pages de la NZZ ne suffisait pas à mettre en branle le paquebot alimentaire Nestlé (stable). Le poids lourds pharmaceutique Roche (stable) ne réagissait pas non plus à l'homologation en Suisse d'une

nouvelle formulation pour l'un de ses traitements emblématiques. Son homologue Novartis (+0,8%) par contre prenait de la hauteur, sans indications particulières. Le géant de l'inspection et de la certification SGS (+0,1%) poursuit ses emplettes, avec l'acquisition d'un spécialiste néerlandais des accidents environnementaux. Sur le marché élargi, le laboratoire en difficulté Idorsia (+1,2) se dote d'une directrice générale, suite au départ à la retraite du titulaire. Son homologue Molecular Partners (+0,3%) coupe drastiquement dans ses effectifs, avec pour objectif revendiqué de préserver sa trésorerie.

MISANT SUR DES PROGRÈS DES POURPARLERS ENTRE LA CHINE ET LES USA
Les Bourses en Asie montent

Les Bourses en Asie grimpent de concert mardi, misant sur des progrès des pourparlers en cours à Londres entre hauts responsables chinois et américains concernant les restrictions que les deux puissances s'imposent respectivement sur les terres rares et les semi-conducteurs. Vers 02H00 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei progressait de 0,97% à 38.452 points, et l'indice élargi Topix de 0,51% à 2.799 points. Au même moment, la Bourse de Séoul gagnait 0,93%, Sydney 0,73% et Taipei 1,38%. L'indice hongkongais Hang Seng se stabilisait (+0,03%), tout comme, sur les places de Chine continentale, l'indice composite de Shanghai (+0,07%). Un mois après une rencontre fructueuse à Genève, les Etats-Unis et la Chine ont débuté lundi à Londres une nouvelle série de négociations dans le plus grand secret, avec l'espoir de dépasser leurs différends pour prolonger leur fragile trêve commerciale après un récent regain de tensions. Les titres des firmes technologiques liées aux semiconducteurs s'envolaient à Tokyo, alimentés par l'espoir d'une accalmie des tensions entre Chine et Etats-Unis qui paralysent le secteur, selon le courtier Tokai Tokyo Intelligence. Vers 02H00 GMT, Advantest (+4,25%), Disco Corp (+2,08%), Renesas (+3,66%) ou encore

Sumco (+3,94%) flambaient à l'unisson. Pour autant "l'incertitude entourant les négociations commerciales entre Tokyo et Washington devrait également peser sur la hausse" de la Bourse japonaise, "alors que les exigences du Japon, qui réclame la suppression totale des surtaxes américaines sur l'automobile, paraissent difficiles à concrétiser", ajoute Tokyo Tokai Intelligence. Le négociateur japonais se rendra cette semaine de nouveaux aux Etats-Unis pour un sixième cycle de négociations sur les surtaxes imposées par Washington aux produits nippons, sans grande avancée jusqu'à présent. Signe d'un sursaut d'enthousiasme face à la réunion sino-américaine de Londres, le billet vert accentuait ses gains mardi. Vers 02H00 GMT, il grimpait de 0,36% face à un yen affaibli, dont pâissait le rôle de valeur refuge, à 145,11 yens pour un dollar. Le marché pétrolier continuait d'avancer, alors que les négociations sur le nucléaire iranien butent toujours, et qu'une nouvelle séquence de pourparlers entre Chinois et Américains alimente l'espoir d'une accalmie -- susceptible de rassurer sur la demande énergétique des deux puissances. Vers 02H00 GMT, le baril de WTI américain gagnait 0,49% à 65,61 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,48% à 67,36 dollars.

AVANT UNE DEUXIÈME JOURNÉE DE POURPARLERS SINO-AMÉRICAINS

L'Europe sans direction

Les principales Bourses européennes évoluent sans direction mardi en début de séance, avant une deuxième journée de de négociations commerciales entre Washington et Pékin, les investisseurs attendant des progrès avant de prendre des risques. À Paris, le CAC 40 gagne 0,11% à 7.800,02 points vers 07h17 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,17% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,43%. L'indice EuroStoxx 50 est stable (+0,01%), tout comme le FTSEurofirst 300 (+0,05%) et le Stoxx 600 (+0,05%). Les discussions commerciales entre de hauts représentants des Etats-Unis et de la Chine devraient

se poursuivre mardi à partir de 09h00 GMT à Londres, les deux puissances tentant de désamorcer un conflit douanier qui s'est étendu ces dernières semaines aux exportations chinoises de terres rares. Donald Trump a déclaré lundi à des journalistes que les discussions se passaient bien et que l'équipe américaine de négociateurs envoyée à Londres lui avait transmis "uniquement des bons retours". Toute avancée dans les négociations devrait soulager les marchés après que la politique commerciale de la Maison blanche et la fluctuation des relations sino-américaines ont sapé les deux plus grandes économies du monde,

perturbé les chaînes d'approvisionnement et menacé d'entraver la croissance mondiale. Outre les développements possibles sur le front commercial, les investisseurs ont appris que les salaires avaient augmenté plus lentement que prévu au cours des trois mois précédant avril au Royaume-Uni, soit le rythme le plus faible depuis le troisième trimestre de 2024. Ces données pourraient atténuer la prudence de la Banque d'Angleterre (BoE) quant à la baisse des taux d'intérêt, alors que, selon les opérateurs, la banque centrale devrait laisser ses taux inchangés lors de sa réunion de la se-

maine prochaine. Les investisseurs prendront connaissance à 08h30 GMT de l'indice Sentix de confiance des investisseurs dans la zone euro. Aux valeurs, le constructeur de maisons Bellway grimpe de 3,7% après avoir relevé ses prévisions de production en volume pour l'ensemble de l'année, soutenu par des ventes de printemps plus importantes et une demande plus forte de la part des clients. Le secteur européen de la défense recule de 0,77%, avec les groupes allemands Rheinmetall abandonnant 3,4%, Renk 8% et Hensoldt 4,5%.

PARIS

Mouvements timides en l'absence de catalyseurs

La Bourse de Paris recule de 0,2% ce matin, autour des 7775 points, pénalisée par Edenred (-3,8%) et Thales (-1,7%). Un climat d'attentisme s'installe faute d'avancées à l'issue de la première journée de la reprise des discussions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, qui se tiennent depuis hier à Londres. Si ce 'mécanisme de consultation économique et commerciale' ne semble avoir donné aucun résultat

concret pour l'instant, les responsables de haut niveau chinois et américains doivent reprendre leurs travaux ce mardi. Bien que les incertitudes sur le commerce persistent, les marchés boursiers ont bien résisté récemment, portés notamment par des indicateurs économiques toujours solides. 'Avec les nouvelles discussions ouvertes entre Washington et Pékin, l'optimisme est toujours là', commente Charu Chanana, la straté-giste

en chef des investissements chez Saxo. 'Mais la dynamique a changé, avertit-elle. Le temps des victoires faciles - pauses tarifaires en l'échange de concessions mineures - est bel et bien révolu', tempère l'analyste. 'Les points de friction sont désormais plus profonds et englobent les embargos technologiques, les questions d'approvisionnement en terres rares, les visas étudiants et les préoccupations liées à la sécurité nationale', prévient la stratégie.

'Ce sont des différends stratégiques, peu susceptibles d'être résolus en quelques rounds de négociations', conclut-elle. Signe d'un environnement plus séreïn, la nervosité liée au commerce international s'est nettement atténuée depuis le pic de tension observé début avril et les soubresauts sur les droits de douane ne dictent plus l'évolution des marchés comme auparavant. Sur le compartiment obligataire, le

rendement des Treasuries américains à dix ans se détend vers 4,44% tandis que le Bund de même échéance évolue à 2,54%. Sur le marché des changes, l'euro évolue autour des 1,14\$. Côté pétrole, le cours du Brent s'établit autour des 67\$ le baril, la résilience de l'activité économique mondiale prenant le pas sur les craintes liées à une possible augmentation de la production des pays de l'Opep+.

CHINE

Xi Jinping appelle le président sud-coréen à «préserver» ensemble le «libre-échange»

Le président chinois Xi Jinping a invité mardi son homologue sud-coréen récemment élu, Lee Jae-myung, à travailler avec lui pour «préserver conjointement le multilatéralisme et le libre-échange», selon un média d'État.

Lors d'un appel téléphonique entre les deux dirigeants, Xi Jinping a par ailleurs appelé Pékin et Séoul à «apporter une plus grande prévisibilité dans les contextes régionaux et internationaux», a indiqué l'agence de presse Chine nouvelle. Le dirigeant de centre-gauche Lee Jae-myung a été confortablement élu président la semaine dernière, lors d'un scrutin déclenché par la destitution de son prédécesseur Yoon Suk Yeol. Cette élection a mis un terme à six mois de profonde crise politique qui a fortement perturbé la quatrième économie d'Asie. Cette dernière, fortement dépendante des

exportations, pâtit en plus des turbulences commerciales provoquées par le président américain Donald Trump. «Une relation sino-sud-coréenne saine, stable et qui ne cesse de s'approfondir est en phase avec la tendance actuelle», a déclaré mardi Xi Jinping. «Une coopération bilatérale étroite et une coordination multilatérale doivent être maintenues afin de défendre conjointement le multilatéralisme et le libre-échange, garantissant ainsi la stabilité et le bon fonctionnement des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales et régionales», a ajouté le dirigeant chinois. Lee Jae-myung devra

trouver la place de la Corée du Sud au milieu de la confrontation grandissante entre les États-Unis, traditionnel garant de la sécurité de son pays, et la Chine, son premier partenaire commercial. En mai, le ministre américain de la Défense Pete Hegseth a averti que Pékin se préparait «à potentiellement utiliser la force militaire pour modifier l'équilibre des pouvoirs dans l'Indo-Pacifique», et a appelé les alliés des États-Unis, comme la Corée du Sud, à renforcer leur défense. Lee Jae-myung a toutefois suggéré que Séoul entretienne des relations plus amicales avec Pékin.

ETATS UNIS

Trump compte verser 1000 dollars à tous les bébés nés sous son mandat

Les patrons de Dell, Goldman Sachs ou Uber doivent annoncer des milliards d'investissement dans des "comptes Trump", que le président américain voudrait ouvrir pour les nouveaux nés. Musk s'en est allé mais une partie des milliardaires américains continue à soutenir Donald Trump. Une demi-douzaine de grands patrons devraient annoncer ce lundi 9 juin

qu'ils investiraient massivement dans son nouveau projet: des "comptes Trump" pour les nouveaux-nés. Selon le média américain CNBC, Michael Dell (Dell Technologies), David Solomon (Goldman Sachs), Dara Khosrowshahi (Uber) ou encore Parker Harris (Slack) devraient participer à une table ronde organisée en ce sens à la Maison-Blanche.

Selon un porte-parole de la présidence, les magnats de la tech ou de la finance devraient annoncer des milliards de dollars d'investissements sur les comptes Trump pour les enfants de leurs employés. Pour l'heure, ce projet a été adopté par la Chambre des représentants au sein d'un projet de loi prévoyant des baisses d'impôts importantes. Loi qualifiée "d'abomination répu-

gnante" par Elon Musk avant son départ du DOGE la semaine dernière. Mais le projet n'a pas encore été examiné au Sénat, où l'idée d'instaurer des "comptes Trump" est accueillie avec beaucoup de réserve par certains élus Républicains conservateurs, qui attendent des coupes budgétaires massives.

ROYAUME-UNI

Londres veut former 7,5 millions de travailleurs à l'IA

Le gouvernement britannique, qui veut faire du Royaume-Uni un leader de l'intelligence artificielle, va former 7,5 millions de travailleurs, ainsi qu'un million de collégiens, lycéens et étudiants à cette technologie, a annoncé lundi le Premier ministre Keir Starmer. "Si nous voulons vraiment réussir (dans l'IA), les compétences sont l'un des défis les plus importants à relever", a déclaré Keir Starmer lors d'un discours prononcé à l'ouverture de la Tech Week à Londres. Il a dévoilé un partenariat avec "onze groupes majeurs", dont Google, Microsoft et Amazon, "pour former à l'IA 7,5 millions de travailleurs d'ici 2030". Ces acteurs se sont engagés à mettre à disposition des entreprises des contenus de formation, durant les cinq pro-

chaines années. Ils viseront par exemple à enseigner comment utiliser les grands modèles de langage (par exemple ChatGPT) afin d'accroître la productivité des salariés. En parallèle, des collégiens, lycéens et étudiants britanniques seront formés à l'IA dans le cadre d'un programme doté de 187 millions de livres (222 millions d'euros) baptisé "Tech-First", a détaillé Downing Street dans un communiqué. Il s'agit d'un "changement radical dans la façon dont nous formons nos talents à l'ère de l'IA", a insisté Keir Starmer. "Nous pouvons être un (pays) créateur d'IA, et pas seulement consommateur d'IA", a-t-il encore fait valoir, en dévoilant également un partenariat avec le géant américain Nvidia.

Le secteur britannique de l'IA est évalué à 72 milliards de livres (85,5 milliards d'euros), emploie plus de 64.000 personnes, et se développe 30 fois plus vite que le reste de l'économie, selon Downing Street. En janvier, le gouvernement a dévoilé un plan visant à attirer les acteurs de l'IA sur son sol, en leur promettant un cadre réglementaire clément, là où l'Union européenne a par exemple opté pour davantage de contrôle. Keir Starmer a confirmé lundi un investissement de 1 milliard de livre pour multiplier par 20 la capacité de calcul du pays d'ici 2030. Outre un soutien à la croissance économique, Londres y voit aussi une manière d'améliorer les services publics et plus largement l'efficacité du gouvernement.

SELON L'OCDE

L'Espagne, championne de la croissance en 2025

L'Espagne devrait enregistrer la plus forte croissance parmi les grandes économies avancées cette année, selon les dernières prévisions de l'OCDE, qui révisé à la hausse ses estimations pour le pays. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) anticipe une embellie du produit intérieur brut espagnol, avec une progression attendue de 2,5 % en 2024, suivie d'une nouvelle hausse à 2,6 % en 2025. Cette performance placerait l'Espagne en tête des grandes puissances économiques en matière de croissance, dans un contexte européen encore fragilisé. Alors que de nombreuses incertitudes pèsent sur l'éco-

nomie mondiale — tensions géopolitiques persistantes, inflation résiduelle, politique monétaire prudente — l'Espagne tire son épingle du jeu. Portée par la vigueur de la demande intérieure, la reprise du tourisme et une certaine stabilité sur le front de l'emploi, l'économie ibérique parvient à maintenir un rythme de croissance supérieur à celui de ses voisins européens. L'OCDE souligne également l'impact positif des fonds européens du plan de relance Next Generation EU, dont la péninsule est l'un des principaux bénéficiaires. Cette combinaison de facteurs confère au pays une résilience appréciable, malgré

les tensions persistantes sur les prix et un accès au crédit plus resserré. À l'inverse, la zone euro dans son ensemble continue de marquer le pas, avec une croissance projetée à seulement 0,6 % cette année. Le contraste est particulièrement marqué avec l'Allemagne, dont la croissance devrait plafonner à 0,2 % en 2024. Le pays, confronté à un ralentissement industriel prolongé, voit ses perspectives encore revues à la baisse, confirmant une stagnation qui inquiète Berlin et ses partenaires européens. Même tendance pour l'Italie, dont le PIB ne devrait progresser que de 0,7 % cette année.

ITALIE

Le PIB devrait croître en 2025

Le PIB italien devrait croître de 0,6% en 2025 et de 0,8% en 2026, après avoir augmenté de 0,7% au cours des deux années précédentes. La croissance du PIB, sur la période de prévision de deux ans, serait entièrement soutenue par la demande intérieure nette des stocks (+0,8 et +0,9 point de pourcentage respectivement), tandis que la demande extérieure nette apporterait une contribution négative sur les deux années (-0,2 et -0,1 pp). Le scénario de prévision de la demande extérieure nette exclut l'hypothèse d'un apaisement au second semestre 2025 du climat d'incertitude concernant l'orientation de la politique commerciale américaine. Cependant, un impact négatif des droits de douane sur le commerce mondial et sur les perspectives de croissance internationale est supposé. La consommation privée devrait continuer de croître à un rythme modéré mais stable (+0,7 % sur les deux années), soutenue d'une part par la poursuite de la croissance des salaires et de l'emploi, et freinée d'autre part par une augmentation de la propension à épargner. La croissance de l'investissement, en 2025 (+1,2 %), s'accélérait après +0,5 % en 2024, serait soutenue par la bonne performance enregistrée au premier trimestre, puis afficherait une nouvelle légère accélération en 2026 (+1,7 %) en conjonction avec la phase finale du PNRR.

NUCLÉAIRE

Londres promet d'injecter 14 milliards dans le projet «Sizewell C» porté par EDF

Le gouvernement britannique a promis mardi d'investir 14,2 milliards de livres (presque 17 milliards d'euros) dans le projet Sizewell C de réacteurs nucléaires EPR dans l'est du Royaume-Uni, porté par l'énergéticien français EDF. «L'investissement dans cette énergie propre et locale met fin à des décennies d'hésitations et de retards», affirme Londres dans un communiqué, disant vouloir ouvrir un «âge d'or du nucléaire pour renforcer la sécurité énergétique» du pays. Cette somme vient s'ajouter aux milliards déjà apportés à ce projet par l'exécutif britannique, qui n'a pas précisé de montant. Celui-ci précise aussi n'avoir pas encore pris sa «décision finale d'investissement», a priori attendue début juillet à l'occasion d'un sommet entre Paris et Londres, selon la presse britannique. «La décision du gouvernement d'aller de l'avant avec Sizewell C est une excellente nouvelle pour la Grande-Bretagne, sa sécurité énergétique et sa croissance économique», a réagi Simone Rossi, directeur général d'EDF Energy. Cet engagement, pour lequel aucune échéance n'est précisée, fait partie des annonces budgétaires de la ministre des Finances Rachel Reeves, qui doit détailler mercredi ses priorités de dépenses et d'investissements pour les années qui viennent, défense et santé en tête.

UNE NOUVELLE APPLICATION ET DE BELLES SURPRISES À LA WWDC

Apple mise sur le gaming plus que jamais

Lors de sa conférence des développeurs, Apple a clairement affiché ses ambitions dans le domaine du jeu vidéo, un secteur où on ne l'attendait pas avec une telle force. L'entreprise a dévoilé une application « Games » dédiée ainsi qu'une mise à jour majeure de son API graphique, Metal 4, signalant une offensive coordonnée pour séduire les joueurs et les développeurs.

Longtemps perçu comme un acteur secondaire sur le marché du jeu vidéo, Apple semble déterminé à changer la donne. Après avoir timidement préparé le terrain avec des fonctionnalités comme le Mode Jeu et le portage de quelques titres majeurs, la firme de Cupertino passe à la vitesse supérieure. Les annonces de la WWDC 2025 confirment une stratégie plus agressive, visant à la fois à améliorer l'expérience utilisateur et à fournir des outils de pointe aux créateurs de jeux.

Une nouvelle application pour les gamers

La nouveauté la plus visible est sans conteste l'arrivée d'une application « Games » préinstallée sur iPhone, iPad, Mac et Apple TV dès cet automne. Cette application a pour vocation de centraliser l'ensemble de l'expérience ludique au sein de l'écosystème Apple, prenant la relève d'un Game Center vieillissant et souvent relégué au second plan. Conçue comme un véritable hub moderne, à la manière de ce que proposent des plateformes comme Xbox ou GOG Galaxy, elle permettra de lancer ses jeux, de suivre les classements et de recevoir des recommandations.

L'application s'articule autour de plusieurs onglets, dont « Play Together », qui met l'accent sur la dimension sociale du jeu. Les utilisateurs pourront voir à quels titres leurs amis jouent, comparer leurs succès et s'inviter mutuellement. Apple introduit également une fonction de « Challenges », permettant aux développeurs de transformer des jeux solo en compétitions amicales basées sur le score ou le temps de jeu. La bibliothèque regroupera quant à elle tous les jeux téléchargés depuis l'App Store, tandis qu'un accès direct à Apple Arcade sera bien évidemment intégré.

Metal 4 arrive pour concurrencer le FSR et le DLSS

L'autre annonce majeure de cette WWDC concerne le volet technique, avec l'introduction de Metal 4, la nouvelle version de l'interface de programmation graphique d'Apple pour les puces Apple Silicon. Déployée avec macOS Tahoe, elle intègre deux technologies conçues pour améliorer drastiquement les performances et la qualité visuelle des jeux. L'objectif est clair : permettre aux Mac de rivaliser avec les PC de jeu sur le plan technologique.

La principale nouveauté se nomme MetalFX Frame Interpolation. Cette technique génère une image intermédiaire entre deux images calculées par le processeur graphique, ce qui a pour effet d'augmenter significativement la fluidité et le nombre d'images par seconde avec un surcoût de calcul minimal. Cette approche est une réponse directe aux technologies de Frame Generation popularisées par NVIDIA avec son DLSS et AMD avec son FSR, qui sont devenues des standards sur PC. Metal 4 introduit également le MetalFX Denoising, une technologie qui facilite le rendu en temps réel du ray tracing et du path tracing pour des éclairages et des reflets ultra-réalistes.

Pour démontrer la pertinence de ces outils, Apple a mis en avant l'arrivée prochaine de titres très attendus comme Crimson Desert et InZOI, qui exploiteront ces nouvelles technologies graphiques. La liste des jeux à venir sur Mac s'allonge également avec des noms prestigieux tels que Cyberpunk 2077, HITMAN World of Assassination ou encore Lies of P : Overture. Cette dynamique s'ajoute aux portages récents de titres comme Resident Evil Village et Death Stranding.

Qualcomm acquiert Alphawave Semi pour 2,4 Md\$

Le spécialiste américain des semi-conducteurs Qualcomm a mis la main sur la société britannique Alphawave Semi dans une transaction évaluée à 2,4 milliards de dollars. Une opportunité de se renforcer dans les technologies de connectivité à haut débit notamment dans le cadre du développement des besoins de l'IA. Alphawave, l'une des rares sociétés de semi-conducteurs cotées au Royaume-Uni, a reçu une offre de rachat valorisant la société à 2,4 Md\$ (183 pence par action, soit une prime de 96 % par rapport au dernier cours de clôture) de la part de l'américain Qual-

comm. Ce lundi, le conseil d'administration de la société britannique a recommandé à ses actionnaires d'accepter cette opération réalisée après plusieurs mois de négociations. Alphawave conçoit des technologies de connectivité filaire haut débit et à grande capacité de calcul pouvant être utilisées dans les datacenters et pour les applications IA. La société vend des licences de puces personnalisées, des produits de connectivité, et des chiplets pour améliorer la rapidité et la performance des transferts de données tout en améliorant l'efficacité énergétique. "Alphawave Semi a développé des technolo-

gies de pointe en matière de connectivité filaire haut débit et de calcul, qui complètent nos CPU et de NPU à haute efficacité énergétique", a déclaré Cristiano Amon, président et CEO de Qualcomm. Est-ce un signal pour le retour de la société américaine sur le marché du datacenter qu'il a délaissé en 2018 ? La montée en puissance des traitements IA a changé la donne et Qualcomm entend bien se positionner sur le marché de la connectivité essentielle pour ce type de charge de travail. L'acquisition d'Alphawave devrait être finalisée au cours du premier trimestre 2026.

Meta investirait des milliards de dollars dans Scale AI

Selon Bloomberg, Meta est en discussion pour investir plusieurs milliards de dollars dans Scale AI. Cette dernière est spécialisée dans l'étiquetage des données et travaille avec la plupart des acteurs de l'IA. Ses pratiques salariales ont néanmoins suscité la polémique et une enquête du ministère américain du travail a été ouverte. « Il n'y a pas de bonnes IA, sans de bonnes données », le mantra est connu et répété dans toutes les conférences des acteurs IT. Pour répondre à cette antienne, Meta serait, selon Bloomberg, en négociation pour investir massivement dans Scale AI, spécialisé dans l'étiquetage des données. L'agence de presse évoque un financement pouvant dépasser les 10 Md\$. Si

ce montant s'avère exact, il s'agirait de plus gros investissements externe en IA réalisé par Meta et amorcerait un changement de stratégie alors focalisée sur ses données et ses recherches en interne. Ce financement n'est pas sans rappelé celui de Microsoft qui avait injecté plus de 13 Md\$ dans OpenAI ou les récents investissements d'Alphabet et Amazon au sein d'Anthropic. La plus grande partie des accords financiers ont pris la forme de crédits cloud donnant accès ainsi aux ressources GPU nécessaires à l'entraînement des modèles. De son côté Mark Zuckerberg a annoncé aux investisseurs au début janvier que Meta allait investir jusqu'à 65 Md\$ dans l'IA cette année. Sa participation à l'essor de Scale

AI s'inscrirait alors dans ce plan.

Une cheville ouvrière nécessaire pour la formation des modèles d'IA

Scale AI œuvre dans un domaine stratégique pour les acteurs de l'IA, la qualité des données. Il aide les éditeurs (OpenAI, Anthropic, Microsoft, Meta,...) à former leurs modèles en fournissant des données fraîches, formatées et spécifiques à un sujet. La société a été créée en 2016 par Alexandr Wang et a levé 1 Md\$ en 2024 pour une valorisation estimée à 13,8 Md\$. Au début de l'année, Bloomberg avait indiqué que Scale AI était en discussion pour un rachat à hauteur de 25 Md\$. Pour étiqueter les données, l'entreprise fait appel à des di-

zaines de travailleurs pour nettoyer les textes, les images et d'autres types d'informations. Ces jeux de données servent ensuite à la formation des modèles. Néanmoins ses pratiques salariales ont suscité la controverse, car la main-d'œuvre est principalement composée de sous-traitants étrangers originaires des Philippines et du Kenya, pays à bas salaires. En mars dernier, Scale AI a indiqué être sous le coup d'une enquête ouverte en 2024 (sous l'administration Biden) par le ministère américain du travail sur des violations présumées du Fair Labor Standards Act (loi sur le travail éthique). En mai dernier après le changement d'administration, le ministère a finalement abandonné ses investigations.

IonQ rachète Oxford Ionics

Consolidation dans le domaine du quantique avec l'annonce du rachat par IonQ de la société britannique Oxford Ionics pour plus d'un milliard de dollars. Dans un communiqué, les deux entreprises évoquent leur complémentarité sur la technologie des ions piégés. L'américain apporte son expertise dans le domaine applicatif et réseau quantique et le britannique ses travaux sur la création d'une puce quantique à partir de semi-conducteur standard et donc déployable à grande échelle. Récemment IonQ a annoncé avoir réalisé des percées dans la correction d'erreurs. Avec cette acquisition, il prévoit de construire des systèmes avec 256 qubits d'ici 2026, plus de 10 000 d'ici 2027 et 2 millions d'ici 2030.

Numéros de téléphone de comptes Google vulnérables

Un chercheur nommé Brutecat a trouvé un moyen d'obtenir le numéro de téléphone de récupération d'un compte Google. Pour cela, il s'est servi d'une chaîne d'attaques mêlant le vol du nom complet du compte ciblé et le contournement de la protection anti-bot de la société pour éviter le spam malveillant des demandes de réinitialisation de mot de passe. Au final, à l'aide d'un script, il a pu récupérer le numéro de téléphone d'un compte Google en 20 minutes. Le chercheur a alerté la firme en avril dernier de sa découverte qui depuis a été corrigée.

Le résolveur DNS4EU lancé

Le projet avait été amorcé en 2020 par la Commission européenne qui souhaitait, « le développement d'un service public européen de résolveur de DNS ». Pour rappel, le domain name system est un service qui associe les noms de domaine en adresse IP. Dans le cadre de DNS4EU, le résolveur propose plusieurs options en IPv4 et IPv6, avec des filtres et des protections (pour les enfants et sur le blocage de publicité). Il s'agit d'un programme européen mobilisant plusieurs acteurs dont le français Scaleway. Le résolveur arrive sur un marché où il existe déjà plusieurs solutions similaires.

BYD DOLPHIN SURF

La révolution culturelle n'aura pas lieu

Armée d'un look dynamique, d'une batterie intéressante et d'un prix plancher, la Byd Surf dispose de beaux arguments sur le papier. En pratique, les choses sont un peu différentes, comme nous le constatons en essayant la version haut de gamme Comfort, facturée 25 990 €.

Est-ce une première ? Jamais me semble-t-il une voiture n'a été lancée en France alors qu'elle a déjà été produite à près d'un million d'exemplaires. C'est le cas pour la Byd Dolphin Surf, vendue sur d'autres marchés sous l'appellation Seagull, notamment, depuis 2023. Dessinée sous l'égide de Wolfgang Egger, auteur en particulier de la très belle Alfa Romeo 147 avant de suivre son chef Walter de'Silva dans le groupe VW, la Chinoise se signale par un aspect... très conventionnel. Comme bien d'autres, elle se pose en compilation de détails récupérés çà et là, comme la face avant très inspirée du SUV Lotus Elettre. L'ensemble n'est pourtant pas désagréable, surtout qu'il est très difficile d'habiller une silhouette tout en verticalité. En effet, présentée comme une citadine malgré ses 3,99 m de long, la Surf n'a pas d'autre choix que de jouer sur la hauteur pour concilier une belle habitabilité et une batterie de capacité suffisante, située dans le plancher, le moteur s'implantant à l'avant. D'une conception spécifique, il forme un bloc unique avec son contrôleur, le chargeur, le convertisseur de courant continu, le boîtier de distribution haute tension, le contrôleur de la batterie, et le différentiel accompagné de son réducteur. Le tout s'implante dans une plate-forme dédiée, l'e-Platform 3.0 intégrant entre les essieux une batterie LFP, pour lithium-fer-phosphate, moins dense que les lithium-ion traditionnelles mais moins chère également, plus fiable et n'utilisant pas de cobalt.

Pas de miracle électrique

Disponible en deux capacités (30 kWh dans la Surf Active et 43,2 kWh pour les Boost et Comfort), elle autorise jusqu'à 322 km d'autonomie mixte selon la norme WLTP. Pas extraordinaire, mais pour un usage urbain, cela peut suffire, surtout si la charge est rapide. Mais là, on est déçu. Quand le duo Citroën e-C3/Fiat Grande Panda offre 100 kW, la Byd ne dépasse pas 65 kW en Active et 85 kW en Boost/Comfort. Dans toutes ses déclinaisons, la Surf ravive ses accus de 10 % à 80 % en 30 minutes sur une borne rapide, ou 3h30 (Active) et 5h (Boost/Comfort) dans le meilleur des cas sur du courant alternatif, le chargeur embarqué ayant une puissance de 11 kW. Pas génial, même si nous avons affaire à une voiture peu chère : les Chinois ne font donc pas de miracle. À noter tout de même une fonction V2L permettant de brancher des appareils électriques extérieurs sur la Byd. Côté performances, toutes les Surf sont bridées à 150 km/h, mais les puissances varient. Ainsi, les Active et Boost se contentent de 88 ch, pour un 0 à 100 km/h exécuté en 11,1 s pour la première et 12,1 s pour la seconde. Pourquoi une telle différence ? Parce que la Boost a droit à la « grosse » batterie, plus lourde (1 370 kg au total pour la voiture), garante de la meilleure autonomie mixte de la gamme : 322 km, quand l'Active (1 294 kg) ne dépasse pas 220 km. Quant à la Comfort (1 390 kg), son moteur pointe à 156 ch, autorisant un 0 à 100 km/h en 9,1 s, mais son rayon d'action chute à 310 km théoriques. À l'usage, comment se comporte cette Comfort ?



Si toutes les Surf sont bien équipées, la Comfort a carrément droit à une dotation

luxueuse. De série, elle offre notamment les sièges chauffants électriques en simili-

cuir, le Carplay sans fil et l'écran central rotatif, qui contient les commandes de clim. Comme bien d'autres me direz-vous, sauf qu'ici, si ladite clim se contrôle électroniquement, elle se passe de gestion automatique ! En clair, il faut en ajuster régulièrement la température et les flux d'air via des contrôleurs digitaux ce qui est non seulement peu pratique mais aussi potentiellement dangereux puisqu'on le fera en roulant, donc en détournant trop longtemps les yeux de la route. Pourquoi un tel choix de la part de Byd ?

Un habitacle spacieux et bien fini

On ajoutera qu'il reste des touches physiques sur la console centrale, pas très bien différenciées d'ailleurs. Dommage, car celles situées sur le volant sont bien pensées. Pour sa part, l'habitacle étonne non seulement par sa finition (matériaux très convenables, assemblage solide) mais aussi par son espace disponible, surtout aux places arrière, dignes d'une excellente compacte.

Toutefois, la Surf n'est homologuée que pour quatre passagers, et la belle habitabilité a lieu au détriment du coffre, à la longueur ridicule. Sa bonne largeur et sa hauteur importante lui sauvent la mise côté volume : de 308 l à 1 037 litres en théorie quand les dossiers sont rabattus, ne dégageant alors hélas pas de plancher plat. Malgré un volant réglable en hauteur et en profondeur, la bonne position de conduite, très verticale, n'est pas aisée à trouver, alors que le siège, à l'assise trop courte, ne procure qu'un confort juste correct. Devant soi, on dispose d'un combiné digital plutôt lisible et bien agencé, et au centre, une dalle de 10,1 pouces horizontale, mais que l'on peut faire pivoter sur 90° pour qu'elle devienne verticale. Ça doit amuser les enfants, d'autant qu'elle contient des jeux, dont on a le droit de se moquer éperdument. Joliment réactive, mais d'une définition juste convenable, elle est de surcroît d'une ergonomie perfectible, comme la très grande majorité de ces systèmes hélas réclamés par la clientèle.

Mots fléchés

Chef gaulois		Bloc de bois		Huche		Une branche des mathématiques		Baie asiatique		Lent tintement		Une capitale Européenne	
Authentiques				Personnel				Succédané				Fleuve du bassin aquitain	
										Conte court			
										Néon			
Élèves		Règle				Fruit							
						Commune girondine (La)							
										Père de Jason			
										Coiffure haute			
Harmonie		Victoire de Napoléon		Maison de Dieu	Cabrioie					Dieu de l'amour	Unique		
					Plante herbacée						Note de musique		
											Lapidaire		
Gaïa			Miner		Petit reptile							À gauche pour le charretier	Pour suspendre la viande
Ruelle													
							Expectative	Rigide					
Épuisé					Perroquets	Ajustais							
Jeu d'Extrême-Orient													
		Risquant						Prénom féminin	Sélénium	Bastide			
		État américain											
Flâner						Pressa						Points cardinaux opposés (initiales)	
Astique													
				Enceinte sablée							À nous		
				Longue écharpe									
Vin blanc liquoreux ou vinaigre						Suite d'étoiles				Retire			Particule
Père de Zeus	Volées de coups		Bateaux		Amérindien					Petit chapeau	Opposé à oc	Pour des dessins industriels	
						Dieu égyptien de la terre		Claudique					
								Constituée					
Rectal					Raconta		S'abreuver						Marchât
Le contraire de oil							Morceau de lapin						
		Honorable										Étai	
		Exister											
Pluriel de Leu				Détruit					Mère de l'humanité	Vaisseau	Chlore		
Malaxer													
						Biannuel							
						Erbium							
Longue période				Rehaussé								Note de musique	
Rongés													
				Surface agraire				Conséquence					

La 19e fête du bijou d’Ath Yenni programmée du 31 juillet au 9 août

La 19e édition de la fête du Bijou d'Ath Yenni se tiendra du 31 juillet au 9 août prochains dans la commune éponyme, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris mardi des organisateurs. Placée sous le thème "Le bijou d'Ath Yenni, patrimoine universel de l'humanité", cette manifestation emblématique célébrera, pendant dix jours, le savoir-faire ancestral des artisans bijoutiers de la région. L'édition 2025 promet d'être un événement d'envergure, mettant en lumière la richesse et la diversité des créations artisanales en argent décorées d'émaux et serties de corail, œuvres des joailliers d'Ath Yenni, et reconnues pour leur authenticité et leur valeur culturelle, selon les organisateurs.

ALGÉRIE-CHINE

Diversifier les domaines de partenariat

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu, mardi, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays amis, a indiqué un communiqué de l'institution parlementaire. Lors de cette rencontre, qui a permis de passer en revue les relations historiques et stratégiques unissant les deux pays, M. Boughali a mis l'accent sur "la solidité et la profondeur politique, économique et culturelle de ces relations", précise-t-on de même source. Dans ce contexte, il a salué le niveau de la coopération parlementaire qui ne cesse d'évoluer en termes d'échanges et de coordination, soulignant l'importance du développement des échanges économiques entre les deux pays. Il a appelé également à "diversifier les domaines de partenariat" et à "faciliter les échanges commerciaux", insistant sur la nécessité de "renforcer les échanges culturels à même de contribuer à la consolidation des relations entre les deux peuples". A cette occasion, M. Boughali a tenu à saluer "les positions de principe de la Chine en faveur des causes justes dans le monde, à leur tête les causes palestinienne et sahraouie". Pour sa part, l'ambassadeur de Chine a souligné que les relations entre les deux pays sont "anciennes et solides" et que la coopération économique "progresse à un rythme satisfaisant avec une volonté commune de la renforcer davantage". Il a réitéré "la position constante et claire de son pays en faveur des causes justes, à leur tête la cause palestinienne et celle du Sahara occidental". Au terme de la rencontre, le diplomate chinois a affirmé que son pays était "disposé à faciliter l'accès des produits algériens au marché chinois à travers des facilitations administratives", conclut la même source.

DANS SON DERNIER RAPPORT

La BM prévoit une croissance mondiale de 2,3% pour 2025

La Banque mondiale (BM) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2025, qui devrait atteindre 2,3%, sur fond de persistance des tensions commerciales. Selon son rapport sur les perspectives économiques mondiales publié hier, la croissance mondiale devrait baisser de 0,4 point de pourcentage (pp) par rapport à ce que l'institution anticipait en début d'année. Une tendance dans le sens des perspectives publiées ces derniers mois par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), confirmant le ralentissement en cours de l'économie mondiale. Cette révision à la baisse est expliquée par les effets de la hausse des droits de douane aux Etats-Unis et la tension commerciale qu'elle a entraînée entre Washington et Pékin. La Banque a écarté toutefois le risque de récession pour cette année.

Synthèse S.R.

GRÂCE À L'EFFICACITÉ DE SON SYSTÈME DE DÉFENSE ET AU RÔLE CENTRAL DE SA DIPLOMATIE ACTIVE

« Notre pays sera en mesure de relever tous les défis, internes et externes »

L'Algérie sera en mesure de relever tous les défis, internes et externes, grâce à l'efficacité de son système de défense et à l'imprégnation des patriotes sincères aux valeurs d'appartenance à la Patrie, ainsi qu'au rôle central de sa diplomatie active, souligne la revue El Djeïch dans son numéro du mois de juin. La revue mentionne dans son éditorial intitulé « Haut niveau de professionnalisme façonné par les valeurs d'abnégation », qu'« il est certain que grâce à l'efficacité de son système de défense et à l'imprégnation de tous les patriotes sincères des valeurs d'appartenance à la Patrie et de loyauté envers elle, ainsi qu'au rôle central de notre diplomatie active et aux efforts inlassables déployés pour promouvoir le processus de renaissance nationale globale, notre pays sera en mesure de relever tous les défis, internes et externes ». Elle a ajouté que le pays « continuera à progresser économiquement et à s'élever stratégiquement, tandis que ses ennemis, à l'image de leurs prédécesseurs à travers l'Histoire, traîneront les lambeaux de leurs échecs, goûteront à l'amertume de la défaite et subiront le revers de leurs vils complots, comme l'a souligné le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), lors de sa récente visite dans la deuxième Région militaire ».

« Consciente de l'ampleur des défis actuels et futurs, dans un monde en proie aux bouleversements et fluctuations, dans une conjoncture internationale et régionale caractérisée par les tensions et l'instabilité, et parfaitement avertie que la force des nations est intimement liée à la force de leurs armées, l'Algérie poursuit, sans relâche, le développement et le renforcement de ses capacités défensives et la construction d'une armée forte et redoutée », note la même source. Elle a également rappelé que l'Armée « a réalisé, au cours des dernières années, de grands progrès en matière de modernisation de toutes ses composantes afin de demeurer en permanence le bouclier protecteur de la Patrie et le garant de son unité, de sa souveraineté et de son indépendance, suivant ainsi la voie tracée par l'Armée de libération nationale, avec le même esprit et la même détermination et nourrie des mêmes principes et valeurs ». Une démarche, poursuit El Djeïch, qui a été mise en exergue par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, lors de sa supervision du défilé militaire organisé en novembre 2024, à l'occasion des festivités commémoratives du 70e anniversaire du déclenchement de notre glorieuse

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 11 juin 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



Révolution libératrice, en déclarant: « J'adresse mes salutations à l'Armée nationale populaire et à tous les corps de sécurité stationnés aux frontières, veillant à la défense de notre terre bénie, assurant la protection de notre espace aérien et de nos côtes maritimes et prêts à consentir tous les sacrifices pour préserver le legs des valeureux Chouhada et défendre la République et ses acquis ». « Ces réalisations qui ont permis à nos forces armées d'atteindre le seuil de la modernité, du développement et de l'efficacité opérationnelle, sont le résultat de la vision clairvoyante du Haut commandement de l'ANP et des efforts acharnés de tous ses personnels, efforts qui couvrent différents niveaux et domaines dont la formation, l'acquisition des équipements et armements les plus récents, la maîtrise des technologies de pointe et complexes ainsi que l'entraînement et la préparation continus au combat », affirme la revue. A ce titre, « cette dernière fait l'objet d'une grande attention de la part du Haut commandement de l'ANP, à travers notamment l'exécution d'exercices démonstratifs et tactiques qui contribuent à rehausser les capacités opérationnelles et la maîtrise du combat de nos différentes unités et formations. Exercices dont les résultats qualitatifs obtenus sur le terrain ont apporté la démonstration du niveau de compétence et d'efficacité atteints par notre armée », ajoute la même source. « Ce qui pourrait refléter le mieux le grand intérêt accordé à cet aspect important dans la préparation des forces pour faire face à toute urgence ou tout événement nouveau, c'est le fait que les différents exercices exécutés avec munitions réelles sont supervisés personnellement par Monsieur le Général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef

d'Etat-major de l'ANP, dont les derniers en date sont l'exercice tactique +El hisn el manie 2025+, en territoire de la troisième Région militaire et +Soumoud 2025+ dans la deuxième Région militaire ».

Ces exercices, relève encore El Djeïch, qui ont été "couronnés de succès pour avoir atteint les objectifs escomptés tant sur les plans de la planification, de la préparation que de l'exécution, reflètent le haut niveau de disponibilité opérationnelle de nos combattants ainsi que leur mobilisation pour la défense de la Patrie, la sauvegarde des impératifs de son unité et la préservation de sa souveraineté". Cette démarche s'appuie sur la disponibilité du système de défense que « nous avons veillé à construire avec un équilibre réfléchi entre, d'une part, l'acquisition de compétences de combat, l'expérience opérationnelle et un haut niveau de professionnalisme et, d'autre part, l'imprégnation des cœurs et des esprits par les valeurs d'appartenance à la Nation, la fidélité au serment des Chouhada et le respect du devoir de sacrifice pour hisser haut l'étendard éternel de l'Algérie et défendre son ordre républicain », comme l'avait souligné le Général d'armée Saïd Chanegriha, lors de sa visite à la 2e Région militaire à la fin du mois dernier, a fait observer l'Edito d'El Djeïch.

La revue rappelle que parallèlement à « la constante disponibilité de l'ANP à affronter et à vaincre toute menace susceptible d'affecter la sécurité de notre chère Patrie et afin d'empêcher toute atteinte à la sécurité de son voisinage, notre pays déploie des efforts inlassables à travers une diplomatie active visant à rétablir la stabilité politique et sécuritaire dans notre voisinage qui connaît des troubles récurrents, conformément à ses principes immuables fondés sur les relations de bon voisinage, le rejet de toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats, le respect de leur souveraineté nationale et de leur intégrité territoriale, le règlement pacifique des différends et des crises, la primauté du dialogue et de la négociation et le rejet de la logique des armes ».

« Outre son engagement ferme dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée transfrontalière qui constituent l'un des défis majeurs auxquels notre région est confrontée, l'approche globale de l'Algérie en la matière va au delà, en englobant la dimension économique à travers la promotion du développement dans son environnement régional, en apportant une aide humanitaire et en finançant des projets de développement à dimension régionale, contribuant ainsi à faire échec à tous les plans visant à attenter à la sécurité et la stabilité de la région », conclut El Djeïch.